

B-HOURS

Bernard HOURS

L'IDÉOLOGIE HUMANITAIRE

ou

le spectacle de l'altérité perdue

L'IDÉOLOGIE HUMANITAIRE
ou le spectacle de l'altérité perdue

HV
544 . 5
H84 1
199 8



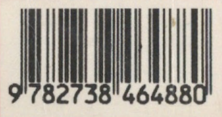
L'Harmattan

L'IDÉOLOGIE HUMANITAIRE
OU LE SPECTACLE DE L'ALTÉRITÉ PERDUE

L'action humanitaire a produit en quelques années une idéologie cohérente qui permet de penser de façon homogène le destin des victimes des catastrophes, tant naturelles que politiques. C'est à travers la médecine humanitaire, en particulier, que cette mondialisation de la gestion des «Autres» comme victimes a été mise en œuvre. La solidarité est désormais tellement ritualisée par les médias qu'elle est devenue un sentiment virtuel, un élément de correction morale universelle.

Cette globalisation des bons sentiments cache mal des exclusions démultipliées, des conflits sanglants. En fait, l'idéologie humanitaire se présente comme la façade éthique des nouvelles formes d'exploitation économique. Elle sert d'abord à rendre acceptable l'iniquité en attirant le regard sur les seules victimes spectaculaires.

***Bernard HOURS**, anthropologue (Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération) a mené, au-delà de ses travaux sur les relations entre le politique et le religieux (Laos, Vanuatu), et sur les systèmes de santé (Laos, Cameroun, Bangladesh, Vietnam), une réflexion de longue durée sur l'évolution de l'idéologie du développement et l'action humanitaire. Celle-ci s'est nourrie d'une expérience concrète de responsable d'ONG médicale et de dix ans de recherches de terrain.*



ISBN : 2-7384-6488-2

B. HOURS

Bernard HOURS

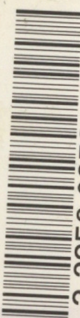
L'IDÉOLOGIE HUMANITAIRE

ou

le spectacle de l'altérité perdue

L'IDÉOLOGIE HUMANITAIRE
ou le spectacle de l'altérité perdue

HV
544 . 5
H84 1
199 8



3 2356 02584 5759

L'Harmattan

L'IDÉOLOGIE HUMANAIRE
OU
LE SPECTACLE DE
L'ALTÉRITÉ PERDUE

© L'Harmattan, 1998
ISBN : 2-7384-6488-2

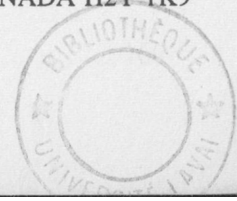
HV
544.5
H841
1998

BERNARD HOURS

**L'IDÉOLOGIE HUMANITAIRE
OU
LE SPECTACLE DE
L'ALTÉRITÉ PERDUE**

Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) - CANADA H2Y 1K9



Du même auteur

B. Hours

- *L'Etat sorcier. Santé publique et société au Cameroun*
L'Harmattan, 1986
- *Islam et développement au Bangladesh*
L'Harmattan, 1993
(édition anglaise : *Islam and development in Bangladesh* CSS Dakha, 1995)

B. Hours & M. Selim

- *Une entreprise de développement au Bangladesh.*
Le centre de Savar
L'Harmattan, 1989
- *Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain.*
Marché, socialisme et génies
L'Harmattan, 1997

TABLE DES MATIÈRES

**Introduction : La volonté humanitaire
comme représentation idéologique** 11

**I. La médecine humanitaire
ou le prétexte démocratique** 23

- L'urgence comme politique 25
- Du droit à la santé aux droits de l'homme :
Le retour de l'ethnocentrisme 33
- Interventions médicales humanitaires et prévention
sans frontières : médecine ou idéologie 45

II. Les ONG, acteurs de la globalisation 61

- Les ONG mercenaires du village planétaire
ou gardiennes des ghettos 63
- Les ONG partenaires scientifiques ? 83
- Les métamorphoses des représentations de la solidarité.
Du développement à l'humanitaire 95

III. Mondialisation virtuelle, exclusion réelle 117

- Intégration mondiale, exclusion mondiale 119
- Développement global, choix technologiques :
vers l'exclusion planétaire programmée 125

IV. La négation de l'altérité 133

- Morale, connaissance, pouvoir : les droits de
l'homme et l'aide humanitaire 135
- Devoir d'ingérence, droit d'accès aux victimes,
droit de conquête humanitaire 143

Conclusion 157

- La globalisation humanitaire
ou la fiction de l'altérité virtuelle 159

Bibliographie 169

48517

TABLE DES MATIÈRES

Introduction : La violence humanitaire
comme régression idéologique 11

I. La violence humanitaire
ou la violence idéologique 15

- L'impact comme politique 15
- La violence à la suite des crises de l'après-guerre 17
- Le retour de l'ethnicité 17
- Interventions militaires internationales : régressions
sans frontières : nouvelles questions 19

II. Les ONG, acteurs de la globalisation
- Les ONG manœuvres du village global
ou globes des crises 23

- Les ONG humanitaires occidentales ? 23
- Les ONG humanitaires occidentales : les régressions
de développement à l'humanité 25

III. Médicalisation virtuelle, exclusion réelle
- Les enjeux réels de l'ethnicité 119

- Développement global, crise régressive
ou l'exclusion pluri-programme 125

IV. La négation de l'altérité
- États, connaissance, pouvoir : les droits de
l'homme et l'aide humanitaire 137

- Le droit d'ingérence, droit d'accès aux victimes,
droit de complicité humanitaire 143

Conclusion 151

La globalisation humanitaire
ou la fiction de l'aide virtuelle 159

Bibliographie 169

« Seule est nihiliste l'analyse pieuse des événements. Toute analyse radicale est d'un optimiste fulgurant ! »

J. Baudrillard, 1997, p. 49.

10

© 1997 by the American Psychological Association
0893-3200/97/\$12.00
DOI: 10.1037/0893-3200.17.1.10

Journal of Personality and Social Psychology, 1997, Vol. 72, No. 1, 10-17

LA VOIE HUMAINE COMME REPRÉSENTATION IDÉOLOGIQUE

*« Les fruits de l'histoire, l'œuvre de la pensée
au service des hommes, sont le résultat
de tout ce que les hommes ont fait et dit
ensemble »*

J. Baudryant, 1997, p. 112

INTRODUCTION

Le développement de l'idéologie humanitaire se présente
comme un processus complexe au sein duquel les représentations
idéologiques de même temps que le sens de ces représentations et le
sens à l'existence de la fin de l'histoire, ainsi que l'histoire en elle-même,
des conceptions historiquement partielles, mais aussi celles
comme une réponse à des valeurs culturelles qui peuvent être
et justifient des croyances, des attitudes et situations, des actions
liées à la fois des individus et idéologies diverses et que
l'histoire actuelle du monde est représentée sous ce regard, véritable
de représentations idéologiques, au sein et au service de la
humanité. C'est une histoire de certains hommes et de leurs
— humanitaires — sur les hommes du monde en général et sur
le monde actuel en particulier.

Les analyses d'articles ont révélé un grand nombre de
valeurs et valeurs des années 50. Ces articles ont été peu ou pas
retrouvés dans la mesure où ils traduisent le développement d'une
analyse critique qui ne semble pas vraiment valoir par la théorie
qui a servi et les événements et discours qui se sont succédés.

L'humanitaire fait l'objet d'une question d'analyse de contenu,
dans les années 50, éditoriales et de pages, à la fois des valeurs
de ces années 50, comment de discours humanitaires devenus
cristallins à force d'être répétés, au sein et par eux.

INTRODUCTION

LA VOLONTÉ HUMANITAIRE COMME REPRÉSENTATION IDÉOLOGIQUE

« Les droits de l'homme, inscrits au fronton universel des démocraties, sont ce qu'on refile à ceux qui sont tombés du mauvais côté de l'universel. »

J. Baudrillard, 1997, p. 102.

Le développement de l'idéologie humanitaire se présente comme un phénomène contemporain qui recycle des représentations anciennes en même temps que le sens de ces représentations se lit dans le contexte de la fin du XX^{ème} siècle. Par idéologie on entend des conceptions majoritairement partagées dans notre société, comme une croyance à des valeurs collectives qui provoquent et justifient des conduites, des analyses de situations, des actions. Mêlant à la fois des morceaux d'idéologies anciennes et une lecture actuelle du monde contemporain, cette idéologie, ensemble de représentations dominantes, ne naît ni du hasard, ni de la nécessité. C'est une vision de certains hommes d'aujourd'hui — occidentaux — sur les hommes du monde en général et du monde global en particulier.

La dizaine d'articles ici réunis traduit une préoccupation qui naquit au milieu des années 80. Ces articles ont été peu ou pas remaniés dans la mesure où ils traduisent le développement d'une analyse critique qui me semble largement validée par la décennie qui a suivi et les événements et discours qui se sont succédés.

L'humanitaire fait l'objet depuis quelques d'années de commentaires sur ses excès, débordements ou dérapages, sans que ces réserves altèrent le caractère dominant du discours humanitaire devenu comme évident à force d'être répété, montré et partagé.

La critique demeure marginale face à ce phénomène humanitaire, tellement massif qu'il paraît constituer un corpus de valeurs communes, véritable idéologie des hommes de l'Occident à la fin du XX^{ème} siècle. De son côté, cette période dite de mondialisation fait l'objet d'ouvrages intéressants, mais aux ambitions relativement modestes. En effet, si la mondialisation provoque de nombreuses injustices justement dénoncées, si elle constitue bien un mouvement dont on peut analyser les causes, les logiques globales et les caractères, elle est souvent présentée comme peu respectueuse des identités et des territoires de sens, tandis que l'idéologie humanitaire échappe, le plus souvent, à ces critiques. Notre propos ici consiste justement à placer cette idéologie dite humanitaire au cœur de l'évolution des représentations du monde et des autres.

Le phénomène humanitaire est rarement considéré comme une idéologie dont il présente pourtant tous les caractères. Le plus souvent, "l'humanitaire" devient un concept en soi, comme s'il était choquant ou impensable de l'analyser, de le critiquer, de le démonter dans ses rouages constitutifs. Cet "humanitaire", qualificatif devenu substantif, selon une logique d'idéologie dominante connue, s'aborde essentiellement sous l'angle juridique, droits de l'homme et droit international, sous l'angle politique de la gestion des réfugiés, des conflits, de l'ingérence, encore plus fréquemment de manière morale, plus rarement en termes sociaux et de développement, sans parler du fatras émotionnel médiatique qui masque ces phénomènes plutôt qu'il ne les éclaire. En effet, entre 1985 et 1997 des changements de représentations profonds, voire des mutations se sont opérés. Deux événements majeurs sont intervenus. La chute du mur de Berlin nous a fait quitter le XX^{ème} siècle, tandis que la guerre du Golfe nous propulsait dans les virtualités du XXI^{ème} siècle.

Le concept de tiers-monde a perdu presque complètement sa pertinence, et le mettre au pluriel traduit plus de nostalgie qu'une quelconque sophistication de la pensée. Le terme de développement, dont l'emploi immodéré se poursuit, ne résistera plus longtemps à une remise en question rendue nécessaire par le monde global où développement n'a plus qu'un sens technique ou industriel (cf. le développement d'un produit). Développer

ne sera plus alors que réaliser ou fabriquer en développant une technologie, rendant obsolètes et franchement idéalistes les discours sur le développement des hommes en société, encore plus celui des peuples.

A la date où ils ont été écrits, les articles qui composent cet ouvrage utilisaient les notions de tiers-monde et de développement sans difficulté. La lecture rétrospective de ces publications permet de mesurer la profondeur de champ idéologique, l'œuvre de quelques années charnières sur les mots, les concepts, les idées ou ce qui en tient lieu.

Les articles ne sont pas présentés dans un ordre chronologique de publication mais en quatre chapitres.

Le premier chapitre traite de l'humanitaire médical qui, en France au moins, a été le fer de lance de l'idéologie humanitaire et de sa mise sur orbite médiatique. Ne parle-t'on pas des "*french doctors*", comme d'une particularité française au même titre que le foie gras. Ce sont des associations comme Médecins Sans Frontières (MSF), Médecins du Monde (MDM), pour citer les plus connues, suivies par beaucoup d'autres, qui ont popularisé le discours humanitaire et l'idéologie sous-jacente. Bénéficiaires d'une histoire à succès, ces associations sont devenues des symboles. A ce titre, ce sont les plus représentatives des contradictions, dérives et omissions de l'idéologie humanitaire. Ce sont aussi, dans une certaine mesure, les plus responsables des messages répandus puisqu'elles sont les plus visibles.

Un bon démagogue comme le Dr Kouchner, ancien président de MDM, ne déclare-t'il pas l'humanitaire "faiseur de droit". On se demandera de quel droit il s'agit dans ce premier chapitre.

Paru en 1987 dans *Politique Africaine*, le texte sur "l'urgence comme politique" est, à ma connaissance, l'une des premières analyses critiques formulées sur la place de la médecine d'urgence. Celle-ci a connu, au milieu des années 80, un développement important qui amenait MSF à couvrir les murs d'affiches, où l'humanité tout entière était convoquée dans la salle d'attente (virtuelle déjà) des médecins sans frontières.

Souvenons nous de cette époque de la fondation ultra-libérale "Libertés sans frontières", émanation de MSF, ancrée dans la droite libérale, comme Claude Malhuret, premier ministre "humanitaire" nommé par J. Chirac. Les enjeux politiques sont déjà manifestes, mais il est difficile à l'époque de les analyser. L'antitotalitarisme rassemblait des troupes bien peu homogènes et faciles à manipuler. Les débats se fixent alors abusivement sur l'opposition urgence / développement, alors qu'il ne s'agit que d'un épisode tardif de la guerre froide et de l'opposition droite / gauche en France dont on retrouve les principales catégories structurantes.

Depuis 1987, le développement de "la politique humanitaire du spectacle" a permis de vérifier qu'il s'agit d'une régression du politique sous l'apparence d'une régression des États, en particulier ceux de l'hémisphère Sud. Comme le montre l'article "Du droit à la santé aux droits de l'homme : le retour de l'ethnocentrisme", la maladie des autres sert de prétexte à l'intervention humanitaire qui se penche autant sur des "catastrophes politiques" que sur des cataclysmes naturels. Au nom des droits de l'homme, le "malheur politique" est justiciable des mêmes traitements rapides, expéditifs et temporaires, que le mal biologique. L'idée transparait que les pays du Sud sont non seulement pauvres de biens, mais dépourvus de droit, radicalement défaillants et corrompus. Image en creux du Nord, le Sud se présente comme un vide à combler, peuplé de sujets objectivés en malades ou en victimes. Sont-ils malades parce qu'ils ne sont pas nés en Occident et, à ce titre, incomplets moralement et humainement ?

Ces analyses sont développées dans "Interventions médicales humanitaires et prévention sans frontières : médecine ou idéologie ?" L'homme victime (ou victimisé) y apparaît comme objet des droits (de l'homme), c'est-à-dire comme une personne diminuée, enfermée dans des camps de réfugiés et non pas comme un homme complet équipé d'une dignité reconnue.

La dimension planétaire de la prévention, qui est sous-jacente, s'appuie sur un unique credo, celui du droit à la vie envisagé, semble-t-il, comme simple survie biologique du corps. A entendre le discours de la médecine humanitaire (version Médecins du Monde), il apparaît que "les sanglots de l'homme blanc" ne se sont pas

éteints en 1985-87, période à laquelle ils étaient fustigés par les fondations ultra-libérales. Ils semblent au contraire destinés à procurer un emballage éthique et émotionnel comestible pour nos contemporains occidentaux.

Le second chapitre se penche sur les ONG (Organisations Non Gouvernementales), associations qui sont le cadre juridique et opérationnel de l'activité humanitaire. Déjà nombreuses dans les années 60-70, les ONG ont profondément changé dans les années 80. Elles ont au moins modifié leur discours, pour celles qui étaient tiers-mondistes, après l'offensive ultra-libérale de 1985 orchestrée par la droite française déjà évoquée. On peut remarquer avec amusement que certaines associations d'un anti tiers-mondisme virulent en 1985, recyclent discrètement aujourd'hui quelques scories tiers-mondistes d'alors, tant le néo-libéralisme radical n'a apporté que plus de misère encore, là où il promettait richesse et liberté dans les pays les moins avancés, en Afrique en particulier.

Les études menées sur les ONG se développent, après un retard considérable par rapport au phénomène lui-même. Certains commencent à envisager que les ONG ne se réduisent pas aux discours qu'elles produisent. Entre ces acteurs, le contexte politique, le terrain d'intervention, des relations complexes s'observent. Quant à considérer que, parce qu'elles seraient non étatiques, les ONG seraient une véritable émanation de la société civile là où elle existe, c'est-à-dire le plus souvent au Nord ou dans de grands pays, il faut être peu perspicace pour en rester là. Les ONG sont des acteurs idéologiques et politiques. C'est à ce titre qu'elles sont observées ici. Elles produisent, transportent des représentations idéologiques sur l'humanité et les autres.

L'article "Les ONG mercenaires du village planétaire ou gardiennes des ghettos" brosse un tableau du tiers-mondisme et de sa défaite face à l'humanitaire néo-libéral entre 1985-90. Une véritable mutation du discours idéologique s'est opérée dans les ONG à cette époque. Un examen attentif révèle l'articulation fondamentale qui lie ensemble la mondialisation économique (ou le capitalisme néo-libéral) et l'idéologie humanitaire, co-productrices du consensus démocratique dans les sociétés occidentales. De plus en plus chargées de la gestion des exclus proches ou lointains,

les ONG apparaissent comme des outils, en partie innocents, dans un scénario de mise à l'écart et de gardiennage des populations "à risques", c'est-à-dire les plus pauvres. L'heure ne semble plus en effet à une vision idéaliste de la solidarité telle qu'elle était formulée au temps du tiers-mondisme. Les valeurs, telles que la solidarité, font désormais l'objet d'un marketing des émotions de plus en plus explicite.

Ces métamorphoses de la solidarité sont justement analysées. Les ONG sont certes des acteurs idéologiques peu étudiés, mais ce sont aussi des acteurs de terrain. Si une partie des volontaires véhicule les préjugés de l'Occident, d'autres, et parfois les mêmes, s'attachent à comprendre les contraintes locales et font l'apprentissage d'autres sociétés, sans tomber toujours dans la naïveté béate du culturalisme qui fait l'apologie sommaire des pratiques exotiques. Lorsque la curiosité se transforme en réel intérêt, une certaine connaissance, exposée à tous les risques identifiés dans cet ouvrage, est possible. On peut alors se demander si la recherche scientifique sur le développement et les ONG sont en mesure d'entretenir une relation de complémentarité féconde, sans confusion.

Le chapitre III aborde la dialectique infernale qui lie intégration et exclusion à l'échelle mondiale. Les journaux sont désormais remplis d'articles sur l'intégration économique mondiale forcée qui se réalise sous nos yeux. Les mêmes publications relèvent le coût social de l'utopie du marché mondial : une exclusion planétaire et une marginalisation forcée des moins "performants" selon les critères de plus en plus sommaires d'une pensée dite unique. Des masses croissantes de travailleurs sont au chômage, des milliers de réfugiés se traînent sur les routes d'Afrique et d'Asie. Le statut des droits de l'homme est dans ce contexte d'une grande ambiguïté.

70 L'idéologie du développement s'est, elle aussi, globalisée. Les déterminismes unificateurs écologiques, économiques, technologiques, sanitaires, conjuguent leurs effets, tout comme une référence humanitaire de plus en plus univoque et homogénéisée. La délocalisation de la production des biens déterritorialise les sociétés et leurs valeurs, provoquant une exclusion planétaire programmée. Fragilisées par les délocalisations, chassées des frontières du sens de leurs pratiques, leurs valeurs déterritorialisées,

les sociétés du Sud, mais aussi celles du Nord, réunissent des hommes dont l'altérité (la qualité d'Autre) est de moins en moins reconnue et perçue, tant ils sont exclus de la production du sens de leur vie individuelle et collective. L'altérité occultée, abordée dans le chapitre IV, c'est cette expropriation progressive des hommes hors de leurs sociétés, de leurs normes et de leurs valeurs. Apparent paradoxe, c'est en référence à des droits de l'homme postulés universels que s'opère cette occultation.

Une morale globale est en train de naître qui tend à produire plus de précarité que de sécurité, malgré les références abstraites au droit international ou à des droits de l'homme tout aussi abstraits. Malgré les flux de l'information, la connaissance des Autres régresse dans les clichés, et la production d'une morale universelle demeure un enjeu de pouvoir manifeste, une sorte d'impérialisme occidental et plus précisément nord-américain. Les références instrumentales aux droits de l'homme, la gestion sélective de l'aide humanitaire, nous mettent en présence d'un impérialisme moral contre lequel il n'y a pas de guerres de libération pensables. Seule une dissidence, elle-même globale, serait en mesure d'opposer une résistance à l'échelle du problème..

L'idéologie humanitaire constitue donc un ingrédient majeur de ces mutations contemporaines. Outre la référence à des droits de l'homme formulés en Europe et aux USA, le concept de devoir d'ingérence, de droit d'accès aux victimes, devenu par extension "droit d'ingérence" constitue une véritable révolution, non seulement juridique, mais surtout politique puisqu'elle met en place un droit de regard et de jugement beaucoup plus explicite que par le passé. Il s'agit d'un effet de la globalisation des enjeux de notre temps et la référence humanitaire y trouve la place essentielle qu'elle a acquise dans les rapports entre les hommes et entre les États. Il convient de souligner toutefois que cette ingérence est éminemment sélective et que le pragmatisme politique, voire le cynisme, en diminuent singulièrement la portée. Il n'est que de voir le chassé-croisé à propos des droits de l'homme en Chine pour se convaincre qu'il s'agit d'un instrument de pression politique utilisé dans l'intérêt des relations économiques et politiques plutôt qu'au bénéfice des populations.



Le propos de cet ouvrage n'est pas de faire l'apologie culturaliste univoque des diversités culturelles et de se lamenter de façon nostalgique sur la disparition des "différences". La question de l'altérité ne porte pas sur des pratiques folklorisées, mais sur la capacité et le droit qu'ont les hommes en société de produire le sens de leur vie individuelle et collective. Réduire ce sens à un seul modèle calibré et de surcroît occidental, c'est prendre le risque d'un appauvrissement considérable des sociétés humaines. C'est ce risque qui est dénoncé ici, tout comme l'utilisation sommaire des droits de l'homme pour rendre plausible une représentation simplifiée et caricaturale de la dignité humaine, ultime enjeu de ce débat.

Les propos critiques qui sont tenus sur l'action humanitaire et sur certaines ONG dénoncent des dérives, des abus, des contre-sens, des contradictions entre les objectifs, les moyens et les résultats. Ils n'enlèvent rien à la légitimité du combat d'organisations authentiquement humanitaires comme Amnesty International, qui se penchent, faut-il le souligner, sur des hommes réels, dans des sociétés réelles, sans aucun chantage émotionnel, c'est-à-dire en toute responsabilité. Cet ouvrage ne fustige que les entreprises humanitaires qui méprisent la dignité de ceux qu'elles prétendent sauver.

De nombreuses ONG issues des pays du Sud apportent quotidiennement la preuve qu'une saine pratique locale de l'action humanitaire est possible, dès lors que l'on est peu dépendant de l'idéologie humanitaire occidentale. Ces ONG du Sud sont peu évoquées dans cet ouvrage qui se penche essentiellement sur l'idéologie humanitaire occidentale. Celles-ci, par exemple au Bangladesh, manifestent une intelligence universaliste analogue à l'esprit de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, dans une perspective fondamentalement politique, antithétique de l'apolitisme illusoire de l'idéologie humanitaire occidentale. Dans ce même pays, les associations de défense des droits de l'homme vont jusqu'à intégrer les femmes, oubliées au XVIII^{ème} siècle, dans une lutte pour l'égalité des droits. Nous sommes là bien éloignés des tentatives de culturalisation ou d'ethnicisation des droits de l'homme esquissées par des associations occidentales qui n'hésitent pas à proposer des bricolages "culturels" qui constituent

l'ultime aveu de la réification de ces droits réduits au statut de marchandises idéologiques. Tant que les hommes du Sud ne seront considérés en Occident que comme des irresponsables, l'idéologie humanitaire ne sera qu'une source supplémentaire d'aliénation, pour nous comme pour eux.

CHAPITRE I

LA MÉDECINE HUMANITAIRE

OU

LE PRÉTEXTE DÉMOCRATIQUE

L'histoire des bibliothèques est en fait une histoire de l'écrit, de la transmission du savoir, de la culture. Elle est donc profondément liée à l'histoire de la civilisation elle-même.

Les bibliothèques ont toujours été des lieux de rencontre, de dialogue, de confrontation des idées. Elles ont joué un rôle essentiel dans la formation de la pensée humaine.

Le développement de la bibliothèque moderne est lié à l'évolution des sciences et des lettres. C'est pourquoi il est important de réfléchir sur son rôle social et culturel.

L'urgence comme politique

CHAPITRE I

LA MÉDECINE HUMANITAIRE OU LE PRÉTEXTE DÉMOCRATIQUE

CHAPITRE I

LA MÉDECINE HUMANITAIRE

OU

LE PRÉTEXTE DÉMOCRATIQUE

L'urgence comme politique *

« Certes, là où règne la famine, une aide matérielle immédiate et convenablement acheminée est indispensable. Encore faudrait-il qu'elle ne devienne pas une panacée et qu'elle ne soit pas génératrice d'une mentalité d'assisté qui attend toujours que la manne tombe du ciel. Comme le dit l'adage, "la main qui reçoit est toujours au-dessous de la main qui donne". Prenons garde à ne pas fabriquer des générations de mendiants. »

Amadou Hampate Ba,
discours d'ouverture du séminaire
sur l'extrême pauvreté et l'exclusion en Afrique,
Paris, 19 avril - 21 mai 1981.

Le développement de la médecine d'urgence se signale en France par un fracas médiatique remarquable auquel depuis peu viennent se joindre sur les écrans de nos téléviseurs des professeurs de médecine, apparemment fascinés, qui abandonnent temporairement leurs hôpitaux pour se joindre à ces kermesses communielles où le malheur du monde doit être résolu par le recours à la bourse des particuliers. C'est bien, virtuellement, de la tentation ou de la tentative d'une nouvelle politique de santé qu'il s'agit, puisqu'aussi bien des associations d'urgence sont subventionnées par l'État, voire reconnues causes nationales, tandis qu'un certain nombre d'associations de développement sont abandonnées ou fragilisées par les pouvoirs publics qui leur retirent leurs financements. Ce phénomène n'est pas anodin et l'on peut se demander quelle est sa signification, sa portée et ses conséquences.

* Paru dans *Politique Africaine*, n° 28, décembre 1987.

La tentation de la politique du spectacle

Le caractère spectaculaire des catastrophes confère à celles-ci une portée médiatique dont les sociétés de communication, celles qui utilisent des prothèses technologiques pour mieux communiquer, sont extrêmement friandes. Participation visuelle aux événements, aussi bien que sécurité d'en être protégé par l'épaisseur d'un tube cathodique de 10 000 ou 20 000 km, le téléspectateur français jouit de savoir et d'être là où il est assis. La vision spectaculaire des faits n'est pas limitée aux catastrophes naturelles. Elle provoque aussi une perception théâtrale des pathologies à l'intérieur d'une appréhension catastrophiste du monde. L'information sur laquelle se fonde une appréciation, voire un diagnostic, n'est pertinente que pour quelques spécialistes capables d'analyser les causes de l'événement et les solutions à apporter. Les catastrophes sanitaires, sur lesquelles les associations d'urgence établissent leur légitimité aussi bien que leur notoriété, se présentent en complète continuité avec les catastrophes naturelles. Un dispositif technique est toujours nécessaire pour pallier les dérèglements de la nature, que ceux-ci se présentent sous la forme d'un raz de marée ou d'une épidémie. L'explication la plus courte est donc la meilleure. Il faut faire vite. Il faut faire bien. Entre le besoin identifié sur place et les besoins suggérés par les images, une chaleureuse confusion s'établit qui rend indispensable une intervention — mais surtout indispensable "notre" intervention — la vôtre, téléspectateur généreux donateur et la nôtre, association expérimentée ou encore cellule d'urgence de l'État. Qui parle, du journaliste, du médecin, de l'homme d'État ou du diplomate ? Probablement cet être polymorphe et difficilement identifiable qui décrète l'urgence d'une situation à la face d'une population de salvateurs en pantoufles, nos compatriotes, nos concitoyens. Son identité n'est jamais certaine car on n'entend que ses porte-voix. A défaut de le rencontrer, on peut analyser les représentations majeures qui légitiment le discours qu'il nous tient.

Urgence et nécessité se présentent toujours ensemble. Ainsi, "nous" sommes indispensables. Cela se discute peu et se justifie plus rarement encore. Derrière des moyens essentiels se profilent

des hommes dont l'opinion croit désormais qu'ils sont eux-mêmes indispensables. Ces hommes ne sont pas seulement ceux qui iront sur le terrain et, à l'occasion, justifieront leur présence par les dangers qu'ils ont a posteriori encourus lorsque leurs résultats ont été modestes. C'est désormais tout le public qui est primordial et la principale caractéristique de ce public, c'est qu'il est blanc et réside dans les pays développés. Sa représentation du monde n'est pas très différente de celle de nos compatriotes des années 20 qui se considéraient comme de nécessaires civilisateurs du reste de la planète. Le néo-colonialisme latent qui se terre aujourd'hui derrière la "morale de l'extrême urgence" n'est pas tout à fait neuf, même s'il véhicule bien d'autres composantes qu'une dimension néo-coloniale.

A force de prendre sa part financière dans la solution suivant le modèle associatif de charité planétaire, chacun de "nous" perd de vue les vrais opérateurs des vraies solutions ou des vraies actions. Le désengagement de l'État et à terme d'un certain nombre d'instances spécialisées est amorcé dès lors que tout paraît soumis à la bonne volonté d'un public aussi bienveillant que partiellement informé. Chacun sait, depuis Tocqueville, que la dictature d'une opinion publique versatile et passionnelle n'est pas le comble de la démocratie. Ainsi les vraies urgences seraient celles dont parleraient les médias, les autres n'existant pas. Le risque de sélection arbitraire et artificielle est énorme lorsqu'on mesure les enjeux politiques et économiques sous-jacents. Progressivement, au nom d'une urgence dont on ne sait qui l'a décrétée et où elle a été décrétée, une vision catastrophiste du monde est invitée à la table de nos contemporains à l'heure des journaux télévisés. Son effet sur les politiques de santé est négatif dans la mesure où elle accentue les tendances naturelles à la démission, qui sont celles de toute institution face à l'opinion publique. A quoi bon affirmer une politique de coopération sanitaire si des campagnes publicitaires bien menées produisent beaucoup plus d'effets dans notre société ? Pourquoi expliquer des problèmes complexes lorsque des idées simples tiennent lieu d'analyse et enthousiasment les contribuables qui sont aussi des électeurs ? Lorsque les principales associations ont atteint la taille de groupes de pression bien implantés qui sont en concurrence, la politique de santé ne consiste plus à opérer

des choix pour atteindre des objectifs ; elle se réduit à donner satisfaction aux groupes les plus puissants et les mieux installés. A cet égard, la place des deux associations d'urgence les plus importantes, Médecins Du Monde et Médecins Sans Frontières, conduit la puissance publique à une savante distribution de bons points qui, un jour, pourrait tenir lieu de politique de santé à l'égard du tiers-monde.

Ce grand "nous" anonyme à qui l'on fait décréter les urgences, c'est-à-dire les priorités qui supposent des diagnostics, est un vaste corps émotionnel et apolitique qui délègue à des associations privées l'exercice des choix et la mise en œuvre des solutions à apporter. On connaît les dangers des "politiques apolitiques" qui en résultent et l'on sait aujourd'hui que MSF a quitté l'Éthiopie pour des motifs politiques, parfaitement acceptables bien que discutables.

Dès lors, si agir en urgence dans le domaine de la santé, c'est faire de la politique par d'autres moyens, comme l'affirme J.-C. Ruffin (1986), il est tout à fait clair que la notion traditionnelle de politique de santé en direction des pays en développement est en voie d'éclatement.

Une tentative de neutralisation des États du tiers-monde

La plupart des "urgenciers" l'affirment volontiers ; tout serait presque pour le mieux dans le meilleur des mondes si les États n'exigeaient pas des formalités administratives, des autorisations humiliantes, des droits de douane parfois..., le tout dans des délais qui transforment à l'occasion la notion d'urgence en farce tropicale, dont heureusement les donateurs ne se doutent pas.

La notion d'urgence suppose une incapacité complète ou relative des pouvoirs publics locaux à venir à bout d'une situation. Cette incapacité est un corollaire de l'urgence. Les conditions de santé d'une large partie de la planète sont telles qu'on n'est pas loin d'admettre qu'à un environnement pathogène ou défavorable

s'ajoute une incapacité étatique chronique pour mettre en place une politique sanitaire réaliste, efficace et accessible. Le besoin d'experts étrangers venus donner des conseils ne paraissant pas porter les fruits attendus, c'est donc sur le terrain, déserté par les médecins nationaux qui préfèrent s'expatrier, qu'une vraie et complète substitution s'impose d'urgence. Il s'agit bien d'un retour radical à la notion de substitution, hier déclarée aliénante et improductive. L'urgence est là, exclusive de tout débat, immanente. Dans ces États, soi-disant incapables de mettre en œuvre une politique de santé, représentés par des fonctionnaires "corrompus" et indifférents au malheur de leurs semblables, les médecins d'urgence sont dans leur élément car plus la représentation de la société locale est négative (manque de tout !), plus leur vocation salvatrice est positive. Les populations locales sont des cibles passives pour lesquelles l'urgence est une prothèse tombée du ciel. Qu'importe si demain la même prothèse sera revendue à un commerçant local... Nous n'en saurons rien.

En prenant en compte des besoins immédiats de survie, les urgenciers s'exposent à se voir reprocher leur ignorance du long terme. Personne ne discute l'existence d'urgences vitales et les médecins des grandes associations reçoivent aujourd'hui un bagage d'informations et une formation meilleurs que par le passé. Sensibles à cette critique, certaines associations s'engagent dans le "long terme", ce qui en soi est un progrès, mais renforce l'effet de substitution évoqué. En outre, dans les délais qui leur sont en général impartis et dans les lieux où ils exercent, comme dans les camps de réfugiés qui sont des créations artificielles, les urgenciers sont souvent amenés à présenter comme révolutionnaires des solutions techniques utiles mais insuffisantes, voire des gadgets. Pas plus qu'on ne fait reverdir le Sahel avec des pompes solaires, on ne construit une politique de santé à coups de latrines.

Ainsi, la tentative de neutraliser les États des pays en voie de développement déclarés inaptes ne tient nullement lieu de politique de santé. S'adressant à des hommes abstraits, concrètement dans le besoin, mais sans voix au chapitre, les actions d'urgence trouvent leur meilleur terrain d'élection dans des lieux d'enfermement comme les camps. Elles s'adressent à des hommes vivant dans des

conditions d'une extrême précarité, qui aspirent autant à survivre qu'à pouvoir s'organiser socialement et culturellement. C'est en ignorant cette deuxième exigence — que la vie ne vaut d'être vécue qu'en société — que la médecine d'urgence touche son incontournable limite qui en fait une politique de santé du pire. Obsédés par les goulags de tous bords, les urgenciers nous livrent une vision catastrophiste d'un monde dont ils sont les pompiers, lorsqu'ils n'en sont pas les pyromanes.

Un risque de régression des politiques de santé

De la tentation d'une politique de santé, peut-être plus spectaculaire qu'efficace, à la tentative inavouée de dessaisir les États de cette responsabilité, les politiques d'urgence manifestent essentiellement l'indifférence qu'elles portent aux hommes qu'elles sauvent dans un premier temps. Les acteurs locaux sont totalement absents de ces actions, sauf comme salariés. C'est pourquoi des journalistes s'étonnent parfois naïvement des médiocres rapports des sauveteurs avec la population lors des grandes catastrophes, ou plus simplement remarquent les relations des plus réduites qu'entretiennent ces équipes avec la population locale. Il faut ici distinguer les spécialistes des secours après catastrophes qui restent très peu de temps sur le terrain et distribuent une variante de la médecine militaire type "protection civile", des urgenciers d'associations comme Médecins Sans Frontières ou Médecins Du Monde. Ceux-ci entretiennent un certain type de contact avec la population, tout en l'ignorant presque autant que les militaires ou paramilitaires. Pour eux, la mission ou la croisade humanitaire, c'est-à-dire morale et idéologique, peut faire écran lorsqu'il s'agit de comprendre ce que veulent les hommes qui réclament plus souvent des biens matériels ou de l'argent que des services de santé. Dans un camp de réfugiés qui abrite des individus brisés par l'histoire, que peuvent demander les acteurs locaux, sinon ce qu'on leur propose... Face à ces patients irresponsables, qui sont le rêve d'une certaine médecine efficace et expéditive pratiquée en Afrique dans les années 30, on assiste à une déresponsabilisation

des États du Nord et du Sud, dont les choix sont manipulés par les médias ou les chantages humanitaires. Traiter les maladies au jour le jour sans s'attaquer aux causes souvent socio-économiques de celles-ci revient à appliquer "un cautère sur une jambe de bois". Le médecin y gagne plus que le malade qui mourra après-demain faute de soins ou plus probablement de famine.

La régression des politiques de santé qui se profile derrière la vogue de l'urgence, c'est celle d'États africains dessaisis des problèmes de santé de la partie pauvre de leur population, avant d'être dessaisis sous diverses formes d'une part de leurs responsabilités politiques. La question n'est pas ici de savoir si ces États exercent correctement leurs responsabilités sanitaires. Ce n'est pas toujours le cas, mais est-ce une raison suffisante pour mettre en place, en sourdine, un retour à une médecine coloniale qui bénéficiait d'une assez bonne insertion du fait de sa durée ? L'urgence passe et les hommes trépassent le lendemain.

Au-delà de ses bataillons de travailleurs à la fois courageux, obscurs et épuisés, l'urgence met sur orbite des héros salvateurs dont la principale fonction est de motiver les donateurs. Ces vedettes médicales nous parlent du tiers-monde comme d'autres de bébés phoques qui seraient réunis dans des camps pour trouver refuge. Sans remettre un instant en question la nécessité première d'un certain type d'actions, adaptées si possible à des contextes divers, force est de constater que des professionnels compétents de l'urgence sont en train d'investir les parties "molles" de la santé publique. Au milieu des hésitations liées à la mise en œuvre des soins de santé primaires, les robustes certitudes des urgenciers rassurent. Elles évoquent insensiblement cette médecine coloniale qui obtenait des résultats et qui ignorait superbement les populations, car le sujet n'était pas encore à l'ordre du jour. On sait qu'il est tout à fait évident que la mise en quarantaine des porteurs du Sida dans des camps arrangerait beaucoup de monde, tout comme le fameux "devoir d'ingérence" au nom des droits de l'homme rassure la bonne conscience.

La régression des politiques de santé évoquée, est-ce le retour déguisé à la médecine coloniale avec les campagnes de vaccination de masse réalisées avec l'armée et Bioforce, ou bien est-ce la

participation des populations sur laquelle s'appuient les soins de santé primaires ? Des politiques d'urgence à la politique de l'urgence, il n'y a qu'un pas, facile à franchir par les idéologues planétaires des catastrophes. Pourtant, le monde n'est pas un camp de réfugiés et il faut beaucoup de naïveté et de présomption pour le croire. Les urgences des populations sont le plus souvent sociales ou économiques. Elles sont rarement prises en compte car un patient est par nature muet en médecine coloniale et il dit merci en médecine néo-coloniale.

Bien que nécessaires dans leur champ, les politiques d'urgences signalent un risque de régression de la santé publique où elles s'affirment comme "la politique de l'urgence". Celle-ci, outre qu'elle engage les jeunes médecins dans des débats idéologiques qu'ils ne maîtrisent pas toujours très bien, s'appuie sur une vision simpliste où l'homme est un déchet de l'histoire et l'État un tyran. La médecine d'urgence ne saurait tenir lieu de politique de santé. On peut penser que, comme les prêts des banques aux pays en voie de développement augmentent leur dette et les conduisent à la faillite, l'urgence généralisée augmenterait l'incapacité des États et des populations à faire face à leurs problèmes de santé et les enfermerait dans une dépendance accrue. A moins que cela ne soit le résultat attendu, il s'agit donc de la politique du pire.

Du droit à la santé aux droits de l'homme :* le retour de l'ethnocentrisme

« Quel statut accorder, en effet, à cette psalmodie paresseuse, rabâchant les mêmes apitoiements, usant des mêmes métaphores bêtasses — "les images insoutenables", "l'enfer en Somalie", "l'horreur à Goma" — sinon celui d'une langue de bois qu'il faudra, bien, un jour, décoder, critiquer avec un peu de sérieux . »

J.-C. Guillebaud,
La trahison des lumières, 1995, pp. 84-86.

Le développement des organisations non gouvernementales et des associations humanitaires est un phénomène récent, particulièrement notable en France. Médecins Sans Frontières et Médecins Du Monde se partagent le quasi monopole des impulsions des citoyens en ce qui concerne la santé et les droits de l'homme. Beaucoup de consommateurs de symboles faciles connaissent mieux le nom des responsables de ces associations, que celui des ministres de la santé. L'actuel secrétaire d'État aux droits de l'homme est issu de Médecins Sans Frontières et on peut se demander quel est le sens et la portée de ce phénomène, au-delà de l'importance croissante des flux financiers en jeu ou du caractère de plus en plus médiatique et spectaculaire des discours qui sont produits sur la santé et les droits de l'homme dans le tiers-monde. Cette question suppose d'abord de revenir sur l'approche coloniale de la santé. On envisagera ensuite les perspectives de domination rendues possibles par l'association entre droit à la santé et droits de l'homme qui implique un passage du biologique au politique. C'est ainsi qu'il semble possible de caractériser le mouvement humanitaire évoqué.

* Paru dans *L'homme et la société*, n°85 - 86, 1987.

Précisons auparavant que formuler une critique des discours idéologiques fondée sur l'observation des rapports de domination concrets qui se jouent dans les pratiques sanitaires en direction du tiers-monde présente certains risques de malentendus. Le propos avancé ici ne s'inspire donc d'aucune apologie passéiste des sociétés dites "traditionnelles", ou d'une différence culturelle hypostasiée ou séparée de son contexte. Affirmer que la plupart des organisations médicales d'urgence ont une vision simpliste des États et des sociétés du tiers-monde ne suppose en aucune façon que l'auteur se fasse le défenseur des États "corrompus", ou encore soupçonnés d'être totalitaires. Il s'agit ici non pas de prendre position dans un débat politique, mais d'analyser les discours et les enjeux observés dans un champ particulier des idéologies contemporaines qui ne sont pas sans exercer des contraintes sur les rapports réels observés dans les sociétés du tiers-monde. Des enquêtes ethnologiques menées au Cameroun et au Bangladesh permettent d'en rendre compte.

La maladie de l'Autre

La fiction selon laquelle la santé est un droit semble un phénomène propre aux sociétés développées, et peut-être un épiphénomène lorsqu'on observe avec quelle facilité ce "droit" est remis en question dès que survient une crise économique. Face à une minorité de pays industriels où ce "droit" se présente de plus en plus comme un traitement collectif de la notion de risque, les quatre-cinquièmes de l'humanité en sont réduits à affronter la maladie avec leurs ressources familiales et locales en espérant échapper aux épidémies.

La médecine a représenté un outil important dans le dispositif colonial aux côtés de la religion et de l'armée. Le médecin apparaît dans ce contexte sous la double figure d'un aventurier humaniste ou celle plus austère d'un fanatique de la lutte contre les microbes. Au-delà de ces images, des enjeux politiques et sociaux majeurs étaient entre les mains de "la médecine coloniale" dans les années trente.

A l'époque coloniale la maladie apparaît comme un fléau dont il faut débarrasser les populations indigènes dans une optique civilisatrice. Ainsi Lyautey affirme-t-il dans une lettre du Maroc : « Mon médecin a entrepris, avec une installation ingénieuse, de guérir en grand la gale qui depuis des siècles pourrit ce peuple » (cité par R. Girardet, 1972). Et dans un bel élan, un auteur anonyme s'écrie : « Vous m'avez compris. Sur ce sol fécondé par notre travail et qui ne demande qu'à produire, végètent des hommes dont l'esprit exige une culture analogue, des soins plus assidus encore » (H. Fagot). Dans cette représentation coloniale, le tiers-monde n'est encore que l'autre monde, celui dont il faut extirper les maladies, où il faut arracher les ronces, construire des routes et des hôpitaux pour assurer les communications et l'entretien de la main-d'œuvre, invitée à féconder son sol ancestral assimilé à une sorte de chaos originel. Plan divin pour le missionnaire, programme d'assainissement pour le médecin, développement rural avant la lettre pour le planteur, il s'agit de mettre en œuvre une rationalité importée. Il faut donc lutter contre "l'ignorance, les superstitions, les traditions" qui seraient autant d'obstacles à ce que nous appelons aujourd'hui le développement. Dans cette conjoncture, les grandes endémies constituent le terrain d'élection de la médecine coloniale. Celles-ci perturbent le dispositif productif et civilisateur. L'Occident est ainsi porteur d'un humanisme scientifique qui vise à transformer les environnements dits hostiles dans lesquels les indigènes figurent au même titre que les marigots ou les mouches tsé-tsé, à l'état de nature plutôt que de culture. Dans cette conception pasteurienne négatrice de l'altérité, les hommes sont potentiellement des parasites dangereux. Vecteurs au même titre que les moustiques, agents de transmission des maladies, ils seront quelques décennies plus tard jugés menaçants lorsqu'ils déclencheront des révoltes "tiers-mondistes". La police sanitaire est une représentation ancienne dans le champ politique et les pasteuriens sont des acteurs privilégiés de l'entreprise coloniale. Le contrôle social de ces "réservoirs à virus", avant d'être des germes de révolutions, est une nécessité indissociablement liée au rapport de domination colonial et post-colonial qui permet de parler de "pénétration pacifique par l'hygiène". Les méthodes employées ne sont pas exemptes d'une certaine brutalité.

Toutefois, ce bétail humain est aujourd'hui apparemment mieux traité dans les camps de réfugiés. Les pathologies pourraient y sembler mieux séparées de leur contexte politique. Avec la découverte tardive et ambiguë de la "différence culturelle", un discours de respect mutuel enveloppe en effet les pratiques actuelles.

Pourtant, de grands débats, tel celui qui a pris pour objet l'aide à l'Éthiopie, potentiellement assimilée au soutien à un régime jugé "totalitaire" laissent penser que derrière les slogans répandus par les médias, les représentations à l'égard de ce qu'on a coutume d'appeler "le Sud" recèlent des logiques récurrentes. Au-delà de certaines formes fantasmatiques de solidarité, le tiers-monde se présente comme un lieu où le passage du biologique au politique s'opère par la médiation des droits de l'homme. La publicité qui entoure les catastrophes sanitaires et politiques incite à examiner les pratiques et les discours proférés en forme d'anathème afin de comprendre l'évolution des représentations de l'Autre et la formation des idéologies dites anti-tiers mondistes ou néo-libérales.

En particulier, ne sommes-nous pas en face d'une tentative de recolonisation intellectuelle du monde où droits de l'homme, santé et démocratie forment un agencement idéologique ou une recomposition dont l'apparence semble nouvelle, mais dont le contenu provoqua en son temps quelques faillites, bien avant la naissance des philosophes dits nouveaux. Les interactions entre santé, démocratie et droits de l'homme paraissent donc devoir être interrogées.

Du droit à la santé aux droits de l'homme

« Quand Sophie Bedon a été enlevée, Saba, six mois pesait deux kilos. Le centre nutritionnel animé par Sophie avait commencé sa renutrition. Elle a disparu, Saba est morte. »

A.I.C.F., publicité après l'enlèvement de Sophie Bedon, 1985.

Parler de droit à la santé ne présente un sens que dans des sociétés disposant d'infrastructures sanitaires fonctionnelles et

capables de gérer collectivement les risques majeurs auxquels sont exposées leurs populations. La gestion collective des risques est une spécificité des sociétés développées où l'évolution de la protection sociale a modelé les représentations de la santé comme le montrent Claudine Herzlich et Jeannine Pierret (1984). La notion de risque, pour être pertinente, suppose qu'existent des instruments de prévention qui font largement défaut dans le tiers-monde. L'examen de la mortalité et de la morbidité dans ces régions révèle l'existence d'immenses besoins dans le domaine de la santé. L'origine des pathologies constatées résulte majoritairement de la pauvreté. Certaines maladies sont liées à l'environnement, d'autres à des pratiques inadéquates, d'autres enfin aux effets secondaires de la colonisation. La plupart de ces maladies dégénèrent du fait du dénuement et de l'insuffisance des structures locales. L'hémisphère Sud apparaît donc en état de manque sanitaire chronique aux yeux du Nord qui dispose de moyens thérapeutiques plus répandus et plus accessibles.

L'évidence des besoins et l'inégalité de leur distribution est à la source de l'aide sanitaire adressée au tiers-monde. Elle suppose des transferts de biens et de compétences. Au-delà du constat de la souffrance d'autrui qui interpelle le médecin dans l'une de ses fonctions traditionnelles qui est de soulager et de guérir, il apparaît que se met en scène aujourd'hui un passage du droit à la santé aux droits de l'homme. Celui-ci s'opère à partir de trois affirmations articulées pour ériger cette évidence : les démocrates occidentaux seraient indispensables au reste de la planète. La première et la plus radicale affirmation, c'est qu'il y a urgence. Complaisamment étalée, la souffrance est censée représenter des besoins spécifiques, mais surtout "le Besoin" fondamental qu'auraient les malheureuses populations du tiers-monde de sauveteurs occidentaux. C'est ainsi qu'on peut lire sous la photographie de trois jeunes mères, du reste parfaitement indifférentes, la légende suivante, message de Médecins Sans Frontières : « Regard de patience, d'espoir et de confiance : à la tombée du jour, un nuage à l'horizon de la piste annonce l'équipe de Médecins Sans Frontières qui va soigner leur enfant. Faites qu'elles n'attendent jamais un médecin qui ne viendrait pas. Nous avons besoin de votre aide pour ne pas abandonner, faute de moyens, ceux qui placent tous

leurs espoirs en nous. » (Publicité dans la presse, 1987). Cette mise en scène du concept de besoin destinée à engager le public à financer MSF, ce message en termes de marketing démontreraient que l'attente des populations rend indispensable l'intervention. Celle-ci, c'est celle des spécialistes de MSF agissant au nom des donateurs et, à ce titre, c'est l'intervention des donateurs qui deviendrait nécessaire. L'urgence — mais qui la décrète ? — induit la nécessité et légitime l'intervention qui est dès lors efficace. C'est ainsi que la logique des "urgenciers" transforme des besoins rarement exprimés par les vrais acteurs, en "nécessité" technique, historique, politique. C'est de dépendance que parlent ces discours : dépendance d'individus et de groupes qui en sont réduits à attendre la manne que leur distribuent généreusement nos téléspectateurs de la famine relayés par les nouveaux humanistes.

Mais quels sont les besoins de ces hommes faméliques, chassés sur les routes de l'exode par des États toujours sanguinaires et fréquemment "marxistes", ou par les guerres "tribales" ou encore la révolution ? On satisfait rarement leurs aspirations qui sont claires : de l'argent, du bétail, des semences et des charrues. Ils sont amenés à ne désirer que ce qui leur est proposé, c'est-à-dire des pompes solaires, des couvertures, des médicaments, des médecins et des péroraisons sur les droits de l'homme. Le tracteur, trop "stalinien", n'est plus à la mode et il encombrerait inutilement les camps de réfugiés. La plupart des associations d'urgence médicale travaillent sur des hommes incomplets, blessés, privés de leur liberté de mouvement, démunis ou moribonds. Sauver ces individus est certes une tâche médicale importante. Ériger ces groupes plus ou moins marginaux, globalement minoritaires dans la plupart des contextes, en image de l'humanité du Sud pose problème. Le capital de matériel et de compétences mis en œuvre par les urgenciers ne répond pas à cette question, sinon pour rassurer les donateurs en leur confirmant qu'ils ont placé leur argent en de bonnes mains.

On peut avoir des doutes sérieux sur l'efficacité des actions d'urgence à moyen terme. Évitant de se préoccuper des causes de la malnutrition qui sont socio-économiques, le malade sauvé aujourd'hui mourra après-demain, quand le cirque de l'urgence

et les projecteurs de l'actualité auront déplacé leur chapiteau. Dans cette vision dramatique qui tend à réduire le tiers-monde au périmètre carcéral des camps de réfugiés d'Éthiopie, du Cambodge ou d'Afghanistan, qui est responsable ? Cette question — située au cœur de la logique de ces actions dites humanitaires — permet aux urgenciers de s'ériger en censeurs politiques et en professeurs de droits de l'homme. Les besoins observés, la pauvreté et la maladie, résulteraient moins du sous-développement que de la carence des États du Sud, réputés inaptes à assurer le fonctionnement d'économies "performantes", identifiées à des économies libérales occidentales. Ces États, dont les problèmes sont réels, sont déclarés incompetents, corrompus, irresponsables, non démocratiques, marxistes enfin. L'accusation est portée sur ce qu'on désigne comme "le totalitarisme".

Les drames humains sur lesquels se penche la médecine d'urgence sont ainsi devenus le prétexte à des discours idéologiques. Ils sont produits en vecteur essentiel d'un message humanitaire simple que l'on peut résumer en ces termes. Les "catastrophes politiques" (Afghanistan, Cambodge) sont la cause essentielle des malheurs constatés. Il faut donc se défier des États du tiers-monde qui, réputés non démocratiques, deviennent les agents du malheur biologique puis par extension du malheur social et politique. A partir de la constatation des besoins sanitaires observés, les urgenciers sont parvenus à rendre indispensable leur intervention, puis à formuler l'analyse de la situation en forme de leçon sur les droits de l'homme : les malheurs biologiques observés ont une cause politique.

A aucun moment de ce processus ne sont apparues les populations concernées. Elles n'ont pas la parole dans cette mise en scène. Le corps blessé devenu politique est constitué en symbole de la faillite des régimes naguère appelés progressistes. L'opprobre humanitaire peut se manifester, alimenté par le discours des médecins d'urgence qui, à la face de l'opinion, deviennent prescripteurs, non plus d'antibiotiques, mais de droits de l'homme ; le plus souvent à l'usage exclusif de leurs concitoyens. L'aune des droits de l'homme identifiée, il faut évoquer maintenant les représentations du rapport Nord-Sud sous-jacentes à ce mécanisme.

Le phénomène observé est contemporain d'une crise de la profession médicale. Parallèlement au prestige dont jouit le développement des sciences biomédicales, le statut socioprofessionnel des médecins est en effet en régression. Au progrès et à la sophistication technologique de la médecine comme science correspond une dégradation de l'image sociale du médecin dont l'aspect de notable thaumaturge fait place à celui de simple employé, éventuellement chômeur. Pendant que *l'establishment* médical se penche sur les problèmes d'éthique, une génération de médecins jeunes et peu spécialisés s'investit dans l'urgence et les débats sur les droits de l'homme. Dessaisis, dans leur propre société, de leur compétence, ils en revendiquent une autre plus générale. Le médecin de campagne disparu est remplacé aujourd'hui par un médecin "tous terrains" pour lequel le rapport avec les malades est d'une toute autre nature. Quel "colloque singulier" entretenir dans un camp de réfugiés dont on ignore souvent la langue ?

La représentation la plus prégnante du rapport Nord-Sud est d'abord celle du Sud comme vide. Le tiers-monde est appréhendé comme un manque de tout. L'absence de structures est supposée totale, qu'il s'agisse de structures économiques, sanitaires ou culturelles. L'image d'hommes dépourvus de tout, y compris de droits de l'homme, est entretenue par le discours des urgenciers humanitaires. Lorsque Rony Brauman, président de MSF et directeur de la fondation Libertés Sans Frontières écrit : « Il est des pays de faim où nous devons réapprendre à manger aux enfants. Il est des pays de mort où l'objectif des roquettes est une colonne de réfugiés. Il est des mères ivres de fatigue et d'horreur qui n'ont plus la force de nous tendre leurs enfants. Il est des enfants muets de terreur, le regard fixe, qui tremblent et qui ne comprennent pas », la nudité et la dépendance du tiers-monde se confondent. Le Sud est produit en néant destiné à être sustenté de dons autant qu'à inspirer la compassion ; cette logique laisse supposer un chaos radical, des sociétés sans règles, un état de sauvagerie. On retrouve là les premiers phantasmes de la découverte de l'altérité au XVI^{ème} siècle. Cette négation du tiers-monde est couronnée par la négation des champs politiques locaux. Face à ce manque généralisé, l'intervention s'avère légitime en raison du vide

postulé qui doit être comblé par une aide positive et salvatrice, en l'occurrence étrangère, presque civilisatrice. Le "devoir d'ingérence" cher à Bernard Kouchner est alors avancé.

Les références affectives abondent dans les brochures des associations médico-humanitaires : "Pas des pleurs, du cœur", énonce MSF sur une affiche. La générosité des donateurs est obtenue au prix d'un appel à ces "sanglots de l'homme blanc" qui depuis Pascal Bruckner sont devenus un péché. Critiqués dans les débats idéologiques comme le signe d'un "tiers-mondisme" qui serait condamné par l'échec crucial des régimes progressistes du tiers-monde, les mêmes sanglots sont abondamment recyclés et lavés de tout soupçon dans les publicités des associations médico-humanitaires.

"L'aventure utile" est un autre concept en usage dans ces associations. Les nouveaux héros se heurtent en effet à des conditions difficiles. Le tiers-monde résiste à la pénétration et l'esprit de "commando" devient nécessaire. Les reporters sans frontières écrivent d'Ouganda : « La route est coupée depuis un bon mois et la National Resistance Army a repris Mytiana la semaine dernière, à 40 kilomètres de Kampala. Personne depuis, même le véhicule du Comité International de la Croix Rouge, n'est passé. Il faut pourtant y aller : ceux de Kyaka sont démunis... Non, non, il faut passer » (MSF, 1986). Cette "morale de l'action", selon le Docteur Charhon de MSF, n'est pas sans rappeler l'abnégation de nos vaillants soldats lors des conquêtes. De telles épopées, où la boue et la pluie sanctifient la dignité de la tâche des nouveaux croisés de "l'idéologie occidentale des droits de l'homme", suivant l'expression de Bernard Kouchner, sont fréquentes dans la littérature associative. Dans ces "aventures utiles", on doit noter que les acteurs agissent par délégation. Les populations locales sont supposées être des cibles passives dépourvues de toute capacité d'organisation, ersatz d'une société civile imaginaire affrontée à un État nécessairement despotique. Les donateurs, qui rendent possibles ces missions humanitaires, ont accompagné les spécialistes "à la frontière" et ils peuvent ainsi jouir du bonheur tranquille d'une générosité sans risques, face à leur téléviseur où s'inscrit la dernière catastrophe, suivie de l'image rassurante des Rambo planétaires que sont

devenus les responsables des associations les plus connues. A une interrogation sur la portée de cet engagement par procuration, Françoise Giroud, présidente de l'Action Internationale Contre la Faim (AICF), répond : « L'engagement n'a pas besoin d'explication. La seule question qu'il pose, c'est l'efficacité ». A la question : avez-vous un objectif particulier ?, la même association explique : « Ce n'est évidemment pas de résoudre le problème de la faim dans son ensemble. »

Qu'il s'agisse de sage modestie ou bien d'un aveu embarrassant qui affirme que l'action se justifie par elle-même, de telles remarques plongent ceux qui ne prennent pas le tiers-monde pour un terrain de jeu situé hors société dans un abîme de perplexité. Celle-ci résulte fondamentalement de l'exclusion radicale dont les hommes et les groupes sociaux sont l'objet dans ces aventures humanitaires.

Les États et les citoyens du tiers-monde sont évacués de l'histoire car les premiers seraient corrompus ou tyranniques et les seconds démunis de toute capacité d'initiative. Devenus objets des spéculations humanitaires occidentales abstraites, ils sont littéralement déracinés de leurs cultures et de leurs sociétés. Leur dignité politique et culturelle, péniblement acquise lors des indépendances et parfois après des luttes de libération, se trouve radicalement occultée de la même façon que la souveraineté des États est remise en question. De la déresponsabilisation des acteurs locaux ignorés, comme de celle des donateurs, à une entreprise générale de déculturation occidentalocentrée, le pas est mince qui a été maintes fois franchi.

On conclurait à tort que les médecins d'urgence qui monopolisent le discours sur les droits de l'homme dans les médias représentent la majorité de leurs confrères. La médecine poursuit son chemin, au large des O.P.A. idéologiques et le médecin comme acteur positif, extérieur aux rapports sociaux, demeure, dans nos sociétés, une représentation aussi partagée que peu remise en question... Cette fascination d'une génération dépourvue de perspectives professionnelles, comme des centurions égarés dans un bloc opératoire de campagne, n'interdit pas de connaître la vie avant de la sauver, c'est-à-dire de savoir qu'elle se vit dans

une société et une culture qui sont appropriées et sur lesquelles l'Occident n'a aucun droit. Tardivement découverte, cette évidence semble avoir été désormais oubliée. Les droits de l'homme paraissent donc être le prétexte d'une nouvelle croisade de l'Occident au sein de laquelle quelques associations telles que Médecins Du Monde ou Médecins Sans Frontières font figure d'ordres médiévaux dans l'opinion publique qui les identifie avec leurs objectifs affichés. Quelles que soient les spécificités de chacune de ces associations médicales d'urgence, elles prescrivent une thérapeutique politique : les droits de l'homme occidentaux, c'est-à-dire la démocratie libérale. L'élimination de la mort est un vieux phantasme de la bourgeoisie occidentale selon Serge Latouche qui écrit : « En réduisant par le spectacle le drame de la déculturation à celui de la faim, on institue l'anthropologie naturaliste qui fonde l'économie politique et l'idéologie occidentale. Dans les conditions actuelles, la domination du centre repose ainsi sur la prétention à maîtriser la mort au niveau mondial... Le spectacle des réussites de la médecine a eu un rôle énorme dans la tragi-comédie de l'impérialisme occidental. » (1986).

Longtemps colonisé, le tiers-monde est aujourd'hui recolonisé par ces nouveaux croisés, acharnés thérapeutiques, doublures parfois inconscientes d'un western planétaire dans lequel le malheur biologique, social, culturel, c'est encore les autres. Une régression majeure de la pensée se dessine derrière ce phénomène dans lequel les trois quarts de l'humanité seraient paradoxalement condamnés à être des figurants au nom de l'idéologie occidentale des droits de l'homme... Dans *L'aventure ambiguë*, Cheikh Hamidou Kane relevait que : « Ceux qui débarquaient étaient blancs et frénétiques » (1979). Aujourd'hui, sous d'autres voiles, les médecins des droits de l'homme demeurent suffisants et sans respect réel pour le droit à l'humanité de leurs patients muets, bâillonnés par les droits de l'homme occidentaux.

Interventions médicales humanitaires et prévention sans frontières : médecine ou idéologie ? *

«... Une vie sauvée, une victime soulagée de sa souffrance où qu'elle soit sur terre, justifie toute l'action mise en œuvre. Ce credo merveilleusement simple et attirant a l'immense mérite de permettre d'avancer dans l'action sans se poser trop de questions.»

Florence Veber
(J. Lebas, F. Veber, G. Brucker, 1994).

« Le bouc émissaire n'est plus celui sur lequel on s'acharne, c'est celui sur lequel on pleure..»

J. Baudrillard, 1995, p.183.

Cet article commence là où s'arrête le Dr F. Veber. L'intervention médicale humanitaire ne va pas de soi. Elle est problématique et mon propos ici est de développer, au delà des pseudo-évidences, une problématique analytique et critique portant sur les contradictions et le sens identifiable de ces actions dont le caractère translucide et médiatique masque les enjeux. La transparence apparente d'un phénomène, objet de fortes représentations collectives, donc idéologique, n'a rien à voir avec son intelligibilité ni avec l'analyse dont ce phénomène peut faire l'objet.

Les interventions humanitaires sont devenues banales aujourd'hui, et les médias rapportent abondamment leurs rares réussites, et parfois leurs fréquents échecs. La médecine humanitaire a joué, en particulier en France, un rôle déterminant dans le développement des actions dites humanitaires. Les "french doctors" se

* Paru dans *L'homme et la société*. n°120, 1996.

présentent comme des profils presque légendaires et la figure du médecin continue d'être centrale dans tous les dispositifs humanitaires, même si elle doit se mêler, bon gré mal gré, à la présence de casques bleus et autres militaires qui introduisent la dimension politique qui n'a jamais cessé d'être présente dans ces mises en scènes humanitaires d'États. Parler de mise en scène ne constitue pas un procès d'intention, mais bien une allusion aux grands spectacles humanitaires programmés qui se développent désormais.

La publication récente d'un ouvrage en forme de traité, intitulé "Médecine humanitaire" dans une collection "Médecine-Sciences" sous la signature de trois médecins de Médecins Du Monde (J. Lebas, F. Veber, G. Brucker) signale une étape nouvelle visant à institutionnaliser la médecine humanitaire comme une discipline spécialisée. Pour qui a suivi avec attention et intérêt les développements de "l'humanitaire" à travers ses divers épisodes, à savoir l'anti tiers-mondisme des années 85 (Fondation Libertés Sans Frontières), puis la création de ministères (droits de l'homme ou affaires humanitaires), enfin le droit d'ingérence et l'humanitaire d'État qui envoie des troupes "humanitaires" en Somalie ou au Rwanda, une évolution majeure est en cours, qui modifie sensiblement les représentations des citoyens et les pratiques des États. L'humanitaire dépasse les médecins mais ceux-ci ont déclenché un mouvement qu'ils tentent encore de contrôler, avec un succès inégal. Quant à la médecine, en tant que science et technique, elle paraît moins concernée que les médecins eux-mêmes comme professionnels de santé.

De la prévention des massacres de populations à la prévention des conflits et à la sauvegarde de la paix, une certaine continuité apparaît, comme une grande équation entre vie biologique et paix civile ou politique. L'anthropologie nous a appris depuis longtemps que la maladie et la souffrance sont le signe du désordre social et politique. Les interventions médicales au nom d'une prévention planétaire étaient donc destinées presque naturellement à être politiquement récupérées avec ou sans l'assentiment des volontaires, des médecins, qui prétendent, peut-être avec quelque naïveté, n'avoir pour seul objectif que celui de soulager la souffrance.

Sans aborder ici toutes ces questions aux ramifications complexes, je m'attacherai tout d'abord à présenter l'idéologie humanitaire d'intervention telle qu'elle est formulée par des médecins. A l'injonction, il faut intervenir, je préfère la question : pourquoi intervenir, et comment se justifie l'intervention, voire l'ingérence humanitaire ? Une seconde partie sera consacrée à la nature du patient humanitaire en répondant à une autre question : l'homme victime est-il le sujet ou l'objet de l'action humanitaire ? Il convient enfin d'analyser la prévention des risques humanitaires planétaires comme un instrument politique pour gérer l'ordre et le désordre politique. Les interventions humanitaires sont inséparables des conflits dont elles tentent de limiter les effets sur les populations, sans parler des conflits que l'intervention elle-même entretient, comme c'est le cas dans l'ex-Yougoslavie.

Des conduites et pratiques des jeunes médecins engagés dans l'action médicale humanitaire aux représentations qu'ils véhiculent et qui, répandues par les médias, se transforment en représentations collectives de l'altérité, du pouvoir et du droit, c'est-à-dire en idéologies, il n'y a qu'un pas qui a été franchi allègrement et sans débat le jour où le devoir d'ingérence moral ou déontologique est devenu droit d'ingérence, droit d'accès aux victimes, c'est-à-dire politique.

L'idéologie humanitaire d'intervention médicale

On peut se demander quelle est la part respective de l'humanitaire et du médical dans la médecine humanitaire. La logistique humanitaire n'est pas strictement médicale et elle est fréquemment gérée par des non-médecins. Qu'il s'agisse de réhabilitation des structures de santé, de la formation des personnels, de la gestion des épidémies, de la chirurgie, des médicaments, des soins maternels et infantiles, tous ces domaines sont classiques en santé publique, et il existe des médecins formés qui ne présentent aucune spécificité humanitaire. Il en est de même pour les grandes endémies, l'hygiène, l'eau, la nutrition, tous domaines où les intervenants humanitaires

mettent en oeuvre des méthodes éprouvées en médecine dite tropicale et santé publique. Même la gestion d'un parc d'automobiles ou l'utilisation de communications sans fil ne sauraient passer pour spécifiques des interventions d'urgence. Ainsi, la médecine humanitaire ne présente aucune particularité notable dans le domaine de ses activités de routine, dans des hôpitaux de brousse, pourvus ou non du label humanitaire. Il n'y a donc pas de médecine humanitaire distincte de la médecine et de la santé publique telles qu'elles sont enseignées. Ce qui est spécifique, c'est la justification idéologique de ces interventions. Dès lors, nous sommes amenés à nous pencher sur le label humanitaire pour identifier les particularités de l'intervention médicale dite humanitaire. Puisque celle-ci ne résulte pas de la pratique d'une médecine radicalement différente en termes technico-scientifiques, quels seraient ses caractères propres ?

La médecine humanitaire est liée à des conflits et à des catastrophes, tant naturelles que politiques. On peut être victime de l'éruption d'un volcan ou d'un dictateur sanguinaire, dans les deux cas l'intervention humanitaire peut apparaître comme conséquence de ces situations ; les camps de réfugiés sont un des contextes où la médecine humanitaire est la plus active. Les populations déplacées à la suite de conflits font aujourd'hui l'objet de beaucoup de sollicitude médiatique et les volontaires humanitaires s'y déploient nombreux. Ces camps de réfugiés ne résultent pas de migrations spontanées, mais de l'attrait auprès de populations sinistrées de structures d'accueil offrant des vivres, des médicaments. L'offre de ces prestations crée ici la demande, quelle que soit la détresse réelle de ceux qui s'y rendent ou qu'on dirige vers ces camps, qui constituent rapidement des problèmes politiques régionaux. La principale question semble donc se situer au niveau des mobiles des acteurs de l'intervention humanitaire. Quels devoirs, quels droits, quelles représentations idéologiques animent ces multiples organisations non gouvernementales et leurs volontaires qui consacrent deux ou dix ans de leurs vies à ces actions peu rémunérées, avant de devenir médecins hospitaliers ou généralistes dans leur pays ? Au point de départ, aussi bien qu'à l'arrivée, s'identifie l'émoi humanitaire devant une situation jugée insupportable par ceux

qui en voient les images. Ce sont ces images qui créent les chocs émotionnels, qui provoquent l'engagement des jeunes médecins ou un chèque pour une ONG. Les actions qui en résultent produisent elles-mêmes des images et des chocs qui motiveront de nouveaux volontaires ou de simples donateurs.

La plupart des journalistes font largement appel désormais aux volontaires des ONG humanitaires pour décrire et analyser les situations locales. En Yougoslavie, comme au Rwanda ou en Somalie, on prête plus fréquemment la parole télévisuelle aux intervenants étrangers (militaires ou civils), qu'aux représentants de la population. Les autochtones interrogés à l'antenne le sont souvent dans le cadre de la cour d'une mission ou d'un hôpital, structures allochtones s'il en est.

Quelles sont les conduites et les représentations humanitaires des intervenants médecins ? De l'émoi face aux images diffusées d'une situation à la nécessité d'agir, c'est-à-dire de faire quelque chose, en soignant les malades sous les bombes indépendamment des causes du conflit, s'inscrit tout un travail idéologique qui exprime la logique et la cohérence de ces conduites qui ne cessent d'étonner les populations locales bénéficiaires.

Au début était donc l'émoi et l'indignation devant des tragédies individuelles et collectives perçues hors de leur contexte social et politique, qui n'absout rien mais peut permettre de mieux comprendre les enchaînements mortifères. « Il n'y a pas d'indignation sans image et l'indignation fonde l'action humanitaire » note la journaliste C. Ockrent lors du colloque sur "Le devoir d'ingérence" qui s'est tenu à Paris en 1987. Le Dr Bernard Kouchner, l'un des meilleurs maîtres du marketing émotionnel humanitaire écrit : « L'action humanitaire moderne fut inventée sur la terre d'Afrique par quelques médecins de la Croix Rouge Internationale au Biafra en 1968. Un peuple était menacé de mort par les armes et la famine instituée. Les enfants mouraient du kwashiorkor et de la politique. Il s'agissait d'abord de soigner, mais aussi de témoigner pour sauver les blessés et les malades. A l'époque, parler était interdit. Cette loi du silence devant la mort nous a semblé insupportable. Nous avons crié, nous avons montré, et ces

images de bébés aux ventres gonflés ont fait le tour du monde... Ceux qui ne supportaient pas le malheur des autres devenaient volontaires de l'humanitaire. Les médecins faisaient leur métier.» Évoquant "l'appel de celui qui souffre", J. Lebas de Médecins Du Monde souligne : « Nous pouvons ainsi conclure que le droit à la vie constitue un minimum vital juridique, le droit à l'assistance humanitaire le minimum de protection de ce minimum.»

La notion de SAMU mondial, souvent mise en avant, appelle quelques remarques. Dans la plupart des circonstances, les populations n'adressent pas d'appels et, comme je l'ai déjà souligné, c'est ainsi que l'offre humanitaire crée la demande. Parler de SAMU et "d'appel de celui qui souffre" est donc abusif, car seuls les patients des pays riches semblent posséder une capacité de demande et d'appel plausible.

Le devoir d'assistance qui est bien celui des médecins fait l'objet chez les humanitaires d'une sublimation en forme d'idéalisation non déguisée. R. Guenoun n'écrit-il pas : « Le médecin est une figure de l'aide, du don de soi, du pouvoir de la science et de l'expérience individuelle à soulager les souffrances ». Cette vision de patronage, à forts relents chrétiens, ne semble pas constituer l'image dominante du médecin contemporain dans les sociétés européennes développées, mais elle est par contre aisément exportable dans les pays du Sud, habitués aux pratiques et vocabulaires des missionnaires. Ainsi, il faudrait délocaliser son activité pour récupérer un statut ou l'améliorer. Car la profession médicale, dont le statut a décliné dans la société française (à l'exception des spécialistes), est aujourd'hui exposée au chômage, aux activités de remplacement. Il est légitimement tentant pour un jeune médecin à l'avenir bouché de projeter à l'extérieur une aventure humanitaire valorisante à ses yeux comme à ceux de la société. Tels des missionnaires du début du siècle, nos jeunes médecins d'aujourd'hui partent donc en croisade. Certains en reviennent rapidement, un peu amers des maigres résultats sans rapport avec le tapage médiatique. D'autres poursuivent des années leur fuite en avant, "sans se poser de question" comme dirait F. Veber. Tous reviennent forts d'une expérience qui enrichit inégalement les uns et les autres, à la mesure de leur lucidité et de leur intelligence.

Bien que l'appel au secours soit largement une fiction, il faut motiver l'intervention en faisant appel à des droits qui seraient ceux des victimes. Deux types de droits sont invoqués. D'abord le "droit à la vie". Ce droit d'une totale abstraction, sauf à le définir par la volonté d'éradiquer la mort qui constitue bien le projet de la médecine moderne, est à la fois creux et utopique. Nier la mort et la dégénérescence des cellules se présente comme une utopie contemporaine centrale et les médecins sont les premiers concernés par cette utopie qui les légitime, comme elle légitime l'acharnement thérapeutique. La plupart des grandes civilisations ont construit la mort comme un couronnement de la vie, voire une renaissance. La métaphysique en Occident s'est aujourd'hui platement médicalisée. Il ne s'agit plus que de gagner quelques années, dans la même vie, cette vie-ci étant devenu son propre sens, l'unique étalon de valeur. Le projet de durer pour soi passait pour folie en d'autres lieux et à d'autres époques. Dans le contexte de telles croyances, la médecine humanitaire s'emploie à étendre ces croyances hors de leur Occident natal. La notion de droit à la vie peut elle avoir un sens concret ou s'agit-il d'une pétition de principe ? La vie étant une valeur humaine et biologique, où peut s'insérer le juridique qui transformerait cette valeur en norme ? L'usage abusif du concept de "droit à" ou de "droit de" a été justement critiqué. Il n'y a de droits que dans des contextes circonscrits qui leur donnent leur pertinence et un droit qui ne peut se traduire par une norme concrètement applicable n'est qu'un phantasme démagogique. Ceci nous amène aux "droits de l'homme" et à leur universalité qui fonde, en théorie, l'action humanitaire.

Tout comme la vie, qui n'est pas un droit mais une expérience et une aventure historique, les droits de l'homme se présentent comme une abstraction sans contenu dès lors qu'on cherche à leur donner une réalité située hors des représentations occidentales. L'universalité des droits de l'homme ne peut se prouver par aucun argument fondé sur la logique. C'est un postulat idéologique, voire une mystique, faisant appel à une conception quasiment religieuse de l'homme qui serait essence avant d'être existence. La dignité humaine se mesure dans des contextes précis, historiquement et politiquement identifiés. Invoquée abstraitement, elle devient un postulat qui autorise toutes les manipulations

idéologiques. Ne voit-on pas aujourd'hui des États socialistes asiatiques qui géraient, il y a peu, des "camps de concentration" évoquer les droits de l'homme dans leurs déclarations ?

L'angélisme humanitaire présente donc plusieurs limites. Il parle de droits abstraits là où prévalent des exploitations réelles dont il s'abstient d'analyser les causes sociales et politiques. L'indigence politique de l'humanitarisme médical est éclatante en Somalie, au Kurdistan, en ex-Yougoslavie. La morale sommaire des bons sentiments, appliqués à des sociétés dont les intervenants ignorent profondément les valeurs et donc la vraie nature de la souffrance endurée, constitue un spectacle médiatique en trompe-l'œil, destiné à justifier les affrontements entre États, la concurrence internationale, y compris dans le domaine du "*charity business*". Que les jeunes médecins humanitaires n'y voient que du feu ne change rien à l'évidence. Justifier l'ingérence par la solidarité, c'est faire semblant d'ignorer l'innocuité de ces actions qui sauvent 5% d'une population quand 95% sont condamnés à la famine sous les yeux des téléspectateurs en pantoufles. Le spectacle de la misère du monde n'est nullement un signe de solidarité. Il manifeste le voyeurisme, parfois obscène, d'une opinion occidentale qui se reconforte de sa propre misère en regardant celle des autres. Les exclus de notre quart-monde le sont dans le cadre d'un système de valeurs sociales et politiques supposées partagées et d'un débat sur la citoyenneté. Les figurants faméliques de l'économie dite mondiale sont, dans l'action humanitaire, les victimes de processus d'exclusions planétaires que la sagacité médicale se révèle bien inapte à analyser : l'acharnement thérapeutique semble suffire à beaucoup de médecins humanitaires, acharnement modeste au demeurant puisque son efficacité est marginale. Hors du camp, la victime momentanément "sauvée" retourne à une vie impossible dont les médecins humanitaires ne se préoccupent pas. L'après-urgence est souvent une vraie catastrophe, mais les caméras sont parties et l'acharnement thérapeutique a gagné quelques jours sur la mort. Alain Destexhe (1994) affirme : « Il faut le redire clairement : donner à manger par la fenêtre sans rien faire pour déloger l'assassin de la maison n'est pas un geste humanitaire. »

A considérer la planète comme un vaste service de réanimation pour vieillards ou enfants en sursis, la médecine humanitaire

apparaît comme l'outil d'une fuite en avant. Cette attitude n'est pas dénuée d'une certaine lâcheté collective puisque le Dr J. Lebas (Médecins du Monde) n'hésite pas à écrire : « Elle (l'action humanitaire) ne s'intéresse pas à l'homme dans sa globalité, mais à l'homme dans sa douleur. »

L'homme victime : objet des droits de l'homme

*« La victimalité assortie des droits de l'homme
comme seule idéologie funèbre. »*

J. Baudrillard, 1995, p.186.

Traquer à la surface de la planète les hommes victimes, sans se référer à "l'homme dans sa globalité", voilà qui semble qualifier une approche anti-humaniste des droits de l'homme. Ceux-ci n'apparaissent plus que comme le prétexte idéologique de l'intervention (au nom de) doublée d'une indifférence au statut de sujet humain de la victime. Que des médecins se penchent sur des corps blessés est compréhensible. Que ces mêmes médecins ne perçoivent pas les hommes comme sujets historiques des conflits où eux (ces "victimes") sont engagés parce qu'ils sont justement des hommes, avec des convictions et des émotions, voilà qui est proprement choquant et transforme la rhétorique sur les droits de l'homme en exercice démagogique. La vogue de la médecine humanitaire qui vise à soulager les "malheurs du monde" (Kouchner) va de pair avec la résignation à ne pas transformer le monde, à en croire le Dr J. Lebas. La fin des idéologies dites utopiques n'a pas supprimé l'utopie. Celle-ci réside désormais dans le "village global", "l'économie mondiale", "l'ordre mondial". Les exclus de ce village, les chômeurs de cette économie, les marginaux de cet ordre, voilà les "hommes victimes" qui remplissent déjà les salles d'attentes des médecins humanitaires, suivant la publicité prémonitoire de Médecins Sans Frontières dans les années 80. Au service involontaire d'une machine à déraciner (l'Occident néo-libéral), les médecins humanitaires partent soigner les victimes de l'ordre qui les emploie gracieusement. Ils se

présentent comme un accessoire indispensable de ce qu'on appelle désormais, avec une certaine clarté, "la pensée unique", celle qui délocalise la production et la consommation, qui finance des dictatures pour des marchés pétroliers, qui ouvre et ferme les camps de réfugiés, qui parachute des vivres pour lesquels on se bat comme des bêtes, qui envoie des commandos militaires humanitaires et honore des commandes d'armement du même État. Ainsi envisagée, l'action humanitaire apparaît comme la potion homéopathique, apparemment respectueuse des hommes, qui rend acceptable la brutalité de l'ordre et du désordre mondial. Cet humanitarisme en forme d'alibi rend supportables les images du malheur... puisqu'on fait quelque chose. J.-C. Ruffin note finement : « Évidemment, on paie en profondeur ce que l'on gagne en surface. Cet universalisme ne concerne pas l'avenir des hommes, mais seulement leur présent ; il ne prend pas en compte leur vie, mais se préoccupe seulement de leur survie. Pour satisfaire son appétit de voir et de faire, le nouvel élan humanitaire sans frontière sacrifie délibérément la question du sens. Peu importe qui l'on sauve et ce que fera celui que l'on sauve — dut-il à son tour devenir bientôt un bourreau — l'essentiel est d'être aux côtés de toute victime, de toute minorité. »

La victimisation du monde produit une perte de dignité pour les hommes concernés. Dans la pire des situations, toute personne garde un minimum d'autonomie, de capacité de choix : cela s'appelle la dignité humaine. En réduisant les hommes au statut exclusif de victimes, en poursuivant leur souffrance avec un acharnement peut-être judéo-chrétien, la médecine humanitaire se révèle être une médecine de masse, moins soucieuse là-bas de la dignité des patients, telle qu'elle est entendue ici, en principe. On sait qu'aujourd'hui, les patients ont quelques droits et les opposent parfois à leurs médecins dans les sociétés développées. Rien de tel dans l'hémisphère Sud où, soigné au nom des droits de l'homme, l'homme victime n'a droit qu'à se taire et à s'inscrire dans l'image.

Exercer la médecine dans de telles conditions peut donner l'illusion de l'efficacité aux médecins les moins lucides car la présomption et la naïveté font partie du bagage. Les plus responsables de ces médecins ne livrent pas leurs doutes à la

télévision qui n'en voudrait pas. Ils savent simplement, car ils l'ont appris sur le tas, que leurs patients ne sont pas seulement des victimes, mais qu'ils sont engagés dans des groupes sociaux, des partis, des milices même, et que sans cet engagement, la vie ne vaut pas la peine d'être vécue car ce n'est que survie ou vie in vitro, dénuée de sens, congelée par l'abstraction des droits de l'homme invoquée. Réduites à leur simple existence biologique, toutes ces victimes perdent toute réalité. « L'humanitaire n'est même pas de l'éthique : il n'envisage l'homme que comme animal biologique dont on doit préserver l'existence ; les devoirs de l'humanitaire n'ont rien de devoirs éthiques : il s'agit simplement de devoirs devant l'homme comme être vivant ; en fait l'humanitaire est profondément nihiliste dans la mesure où il porte en lui la négation de l'homme en tant qu'autre chose qu'animal mortel. L'humanitaire ne s'intéresse qu'aux vivants et aux cadavres : il ne s'intéresse pas à l'homme. Il ne porte son attention sur l'homme qu'une fois qu'il est parvenu à le ramener à la définition d'animal mortel. Sous cet aspect, l'humanitaire n'est rien d'autre qu'une écologie de l'humain et les fièvres de bienfaisance qui régulièrement secouent par l'intermédiaire de la télévision le public ne sont rien d'autre que le pendant de cette inquiétante zoophilie qui ravage les mentalités. » Ainsi s'exprime Robert Redeker (1994) sur l'humanitaire qui déshumanise.

Vers une prévention planétaire

L'idéologie du "village global" tente au milieu des conflits et des embrasements religieux et ethniques de gérer d'une façon "politiquement correcte" aussi bien la propreté de la planète (conférence de Rio), l'extrême pauvreté (conférence de Copenhague), ou l'accès aux victimes (résolution 43/131 de l'ONU, du 8/12/88).

Malgré l'impuissance des homélies onusiennes et de ses troupes sur le terrain, tout un discours sur le droit international, affaibli durant les années de guerre froide, se développe aujourd'hui de nouveau comme au bon vieux temps de la Société des Nations qui précéda la montée du nazisme. Les tenants de cet optimisme international sont essentiellement des fonctionnaires et cadres

internationaux pour qui la pratique du "multilatéral" se résume à une sublimation permanente des contradictions. Si le discours du droit international est plus audible aujourd'hui, c'est essentiellement parce qu'il constitue un bon emballage pour cacher la réalité aux yeux des citoyens. Violence, inégalité, répression continuent de sévir avec autant ou plus d'acuité qu'avant ce droit mondial inappliqué car inapplicable. Au menu des illusions néo-démocratiques, un peu d'idéalisme juridique rend le repas plus plaisant. Affirmer, comme le font M. Bettati et B. Kouchner, que le droit d'accès aux victimes est une révolution juridique ne peut qu'entretenir l'assoupissement démocratique, alors que sévit le désordre ou la violence autant qu'avant le débarquement des héros sauveteurs humanitaires. Ces "faiseurs de droits", selon l'expression de B. Kouchner, ne veulent pas changer le monde, mais prévenir les conflits par la dissuasion de leurs témoignages. Il s'agirait, et nos médecins réapparaissent, d'installer une prévention planétaire des risques humanitaires.

Si la notion de prévention des risques n'est pas le monopole des médecins, ceux-ci néanmoins sont les plus actifs dans ce champ lorsqu'il s'agit de la santé publique. En sortant de ce domaine pour aborder l'échelle du monde, la pertinence du discours se trouve fragilisée car une bonne formation en médecine et en santé publique n'assure ni ne garantit aucune capacité pour maîtriser les risques politiques ou sociaux. Cette sortie du champ de la compétence propre s'accomplit à travers une extension du champ de cette compétence. Elle se réalise en passant de l'homme malade à l'homme victime, du médecin thérapeute au médecin sauveteur, voire sauveteur, de la prévention des risques biologiques à la tentative de prévention des risques politiques, du corps biologique au corps politique. C'est une démarche osée qui requiert une certaine dose de démagogie, c'est-à-dire de faire prendre ses désirs pour des réalités, puisque le corps politique n'est pas un corps biologique, a fortiori lorsqu'il s'agit comme dans la plupart des interventions, d'un "corps étranger".

Éradiquer la souffrance et la mort suppose de maîtriser les causes au delà des symptômes. Il en va de même pour éradiquer la guerre. Un corpus de droits abstraits et quotidiennement bafoués

est-il le meilleur instrument thérapeutique pour installer la paix comme l'affirment les "théoriciens" de la médecine humanitaire ? En confondant, dans un acharnement préventif universel, l'ordre et le désordre biologique avec l'ordre et le désordre politique des sociétés qui demeurent multiples, certains médecins humanitaires, particulièrement autour de l'organisation Médecins Du Monde, manifestent une certaine légèreté intellectuelle à laquelle s'exposent tous ceux qui sortent de leur champ de compétence sans autre bagage que la présomption.

Les États eux-mêmes ne peuvent laisser occuper exclusivement par des ONG le terrain du discours sur la prévention des conflits. L'humanitaire d'État, quand bien même il se proclame en France par des médecins, est une affaire d'abord politique qui provoque les critiques des associations qui s'étonnent que le droit d'ingérence ne soit pas abandonné à des militants associatifs ! Sans entrer dans une analyse complète des logiques de l'humanitaire d'État qui méritent de longs développements, il faut souligner que la plupart des États ont toujours tenté de capitaliser les actions des ONG nationales pour en tirer un profit politique. Surpris dans leur candeur humanitaire par la volonté de reprise en main de leurs États, de nombreuses ONG protestent aujourd'hui, après la Somalie ou le Rwanda, sur la récupération dont leurs actions font l'objet. Elles apprécient peu le voisinage des "soldats humanitaires", militaires ceux-là, qui interviennent maintenant sur leur terrain dans le cadre de la politique spectacle. Ainsi sont apparues de grandes opérations étatiques et souvent multilatérales où les volontaires civils d'hier se trouvent en porte-à-faux.

Dans ces scénarios américains pour grand public émotionnel, le nom des opérations évolue du militaire à l'humanitaire. Ainsi, après la guerre, lors de l'opération "tempête du désert" en Irak, les mêmes troupes se trouvent engagées dans l'opération "restore hope" en Somalie dont on connaît la fin peu glorieuse, ou l'opération "provide confort" au Kurdistan. L'espoir ou le confort ne se décrètent pas. Ils se vivent. De telles opérations se développeront, sans considération sur leur inefficacité car les "gendarmes de la planète" et leurs alliés de gré ou de force ne peuvent abandonner à des associations issues de la société civile le monopole de la

gestion des flux de réfugiés, autant que des bons sentiments qui permettent de recueillir des suffrages. Apprentis sorciers politiques, les humanitaires civils, et parmi eux les médecins humanitaires, sont rattrapés par la politique qu'ils ont tenté d'occulter depuis vingt ans, au moins en France.

La reprise d'une pratique politiquement responsable qu'ébauchent certaines associations passe par une sortie du discours candide sur la souffrance immédiate des hommes victimes et plus de considération sur les hommes acteurs et les causes profondes des conflits. Ainsi, ces interventions médicales humanitaires et cet acharnement préventif planétaire ne peuvent durablement s'appuyer sur des postulats simplistes sur l'altérité et la solidarité. S'il est tout à fait clair que les drames collectifs qui se jouent ici et là appellent des témoignages et des analyses, celles-ci ne peuvent pas reposer sur l'indigence de la pensée qui résulte largement d'un changement de champ de compétence. De même qu'il est préférable d'être opéré par un chirurgien plutôt que par un boucher, il paraît utile de considérer les hommes qui peuplent notre planète autrement que comme de simples patients passifs, sans considération pour leur histoire, ce qui est hors de la compétence de beaucoup de médecins. C'est la condition de l'authentique solidarité. Connaître, respecter, comprendre, c'est abandonner la suffisance missionnaire du Dr F. Veber lorsqu'elle écrit : « L'action humanitaire va toujours à la rencontre de l'Autre. C'est la force qu'elle irradie. Elle y va aujourd'hui avec la notion que cet Autre est un autre nous-mêmes, comme elle y allait en des temps plus religieux parce que l'Autre était "à l'image de Dieu" ». De tels propos signalent une dérive. Ils émanent d'un médecin, d'une association dont les engagements dans le quart-monde français et la prévention du SIDA sont aussi respectables qu'utiles dans notre société. La dérive idéologique provient du changement fréquent de société dans l'action humanitaire.

C'est pourtant la modestie qui est de mise, qui vaut bien mieux que les discours médicaux recyclés en politique, car Hippocrate n'a rien à faire dans les relations internationales et la qualité des médecins en politique semble globalement inégale voire limitée. Au XIX^{ème} siècle, Clausewitz écrivait : « Dans une affaire

aussi dangereuse que la guerre, les erreurs dues à la bonté d'âme sont précisément la pire des choses ... ». Dans un sens non cynique, nous pouvons reprendre ce point de vue à notre compte. L'existence des camps de réfugiés est l'un des obstacles à la paix, du moins un risque permanent de tension. Les médecins humanitaires n'en sont pas responsables, mais ils ont peut-être contribué au développement de cette pathologie, comme des pompiers pyromanes.

En ciblant ses interventions dans le cadre de ses authentiques compétences, en abandonnant la prévention sans frontières qui est un instrument démagogique et politique qu'elle ne contrôle pas, la médecine humanitaire pourrait, après vingt ans d'intense activité et beaucoup de proclamations suspectes, revenir, s'il en est temps, à une pratique plus honnête des hommes de cette planète. Car à force de prévenir la mort avec brutalité et sans discernement, c'est la vie elle-même qui est détruite, faute de dignité.

Non, les hommes ne sont ni des victimes, ni des corps.

LA GLOBALISATION

L'histoire de la France est une histoire de luttes incessantes, de combats pour la liberté, pour la justice, pour le bien commun. Elle est une histoire de grands hommes, de grands esprits, de grands idéaux. Elle est une histoire de progrès, de découvertes, de conquêtes. Elle est une histoire de gloire, de grandeur, de splendeur. Elle est une histoire de foi, de courage, de sacrifice. Elle est une histoire de paix, de fraternité, de solidarité. Elle est une histoire de lumière, de vérité, de justice. Elle est une histoire de vie, de espoir, de confiance. Elle est une histoire de France, de France, de France.

Les ONG mercennaires du village planétaire ou gardiennes des ghettos

CHAPITRE II

LES ONG, ACTEURS DE LA GLOBALISATION

Ces deux titres d'articles recueils du journal *Le Monde* manifestent l'extrême diversité idéologique qui fait vivre le pluriel d'un mot de guerre froide, celui-ci face au fait de guerre d'après-guerre, face à un "développement exotique" qui passe

En tentant d'analyser l'état de la mondialisation "à l'ère du néolibéralisme", nous nous sommes intéressés à l'évolution des ONG (Organisations Non Gouvernementales), devenues des acteurs de la mondialisation par excellence. Les ONG ont-elles, par leur action, contribué à l'émergence de la mondialisation ? Ou au contraire, ont-elles été créées par elle ? Quelles sont leurs fonctions ? Quelles sont leurs motivations ? Quelles sont leurs activités ? Quelles sont leurs valeurs ? Quelles sont leurs limites ? Dans quelle mesure les ONG sont-elles des acteurs de la mondialisation ?

Pour répondre à ces questions, nous nous sommes appuyés sur une recherche de terrain menée en France et en Espagne. Ce chapitre a pour but de répondre à ces questions.

Par David Laroche et le collectif *Le Monde* (2004)

CHAPITRE II

LES ONG, ACTEURS DE
LA GLOBALISATION

Les ONG mercenaires du village planétaire ou gardiennes des ghettos *

« Cette démocratie si parfaite (...) préfère être jugée sur ses ennemis que sur ses résultats »

Guy DEBORD,
Commentaires sur la société du spectacle

"La création d'un poste de coordinateur chargé des affaires humanitaires suscite la méfiance des non alignés".

"Les ONG sont opposées à la création d'une autorité mondiale de l'environnement".

Ces deux titres d'articles récents du journal *Le Monde* manifestent l'extrême ambiguïté idéologique qui fait suite à plusieurs décennies de guerre froide ; celles-ci font parfois figure d'ère de stabilité face à un "désordre mondial" qui guette.

En tentant d'éviter l'écueil de la nostalgie de "l'ordre ancien", tout comme celui de l'angélisme démocratique nouveau, on se propose ici d'analyser l'évolution du rôle des ONG (Organisations Non Gouvernementales), devenues désormais des institutions à part entière sur la scène internationale. Que disent-elles, que leur fait-on dire, quelles sont finalement les fonctions idéologiques qui leur sont attribuées dans ce "meilleur des mondes" unipolaire et "démocratique" qui nous est promis dès aujourd'hui ? Dans quelle mesure les ONG sont-elles des acteurs nouveaux et des acteurs de quels scénarios historiques et idéologiques ?

Pour aborder ces questions on resituera d'abord la vie et la mort d'une idéologie périmée qui n'a pas un demi siècle d'âge : le tiers-mondisme. On se penchera ensuite sur les mutations

* Paru dans *L'homme et la société*, 105-106, 1992.

idéologiques qui déclenchent le développement des ONG dans les années 80. On tentera enfin de définir le rôle présent et à venir des ONG comme gardiennes du village planétaire ou alibi démocratique.

Vie et mort d'une idéologie : le tiers-mondisme, berceau des ONG

On a coutume de considérer que la conférence afro-asiatique de Bandung en 1955 marque l'acte de naissance politique du tiers-mondisme comme idéologie planétaire. On ne saurait nier d'autre part que l'idéologie tiers-mondiste s'alimente à deux traditions humanistes : l'une chrétienne et l'autre marxiste, qui considèrent que l'émancipation des opprimés constitue le sens ultime de l'histoire, ou du moins une de ses dimensions majeures. Frantz Fanon est avec Che Guevara le représentant le plus clair du tiers-mondisme marxiste qui a fonctionné dans le contexte des séquelles de la révolution socialiste, dans les mouvements anti-colonialistes et dans la conjoncture de la guerre froide. Ce tiers-mondisme politique s'est appuyé sur des mouvements de libération, des luttes de libération nationale et des partis communistes et révolutionnaires axés sur la conquête du pouvoir d'État. Ce tiers-mondisme "étatique" prône la conquête du pouvoir par les armes, la lutte armée et la révolution nationale.

Tous ces caractères le distinguent de l'humanisme chrétien qui est à la source d'une partie du mouvement associatif et donc des ONG. On ne peut manquer de souligner ici que le recul des partis politiques ou leur perte d'influence morale vont de pair avec le développement des ONG ; celles-ci représenteraient mieux les forces vives et les aspirations de la société civile, selon la vulgate démocratique contemporaine. Les ONG sont souvent présentées comme une alternative ou un correctif à la représentation nationale issue des élections. Ce phénomène n'est probablement pas récent. Entre les deux guerres mondiales, à une époque où la société française était divisée sur l'opportunité de s'engager plus avant dans les colonies, indépendamment des partis politiques s'étaient constitués des groupes souvent paroissiaux qui correspondaient avec l'outre-

mer et y envoyaient des dons. Ancêtres des ONG, ces groupes chrétiens furent le lieu d'une certaine prise de conscience et d'une circulation de l'information concernant les ex-colonies avant de devenir l'un des creusets idéologiques du tiers-mondisme.

Dans un ouvrage éclairant et bien documenté, Bertrand Cabedoche (1990) analyse l'évolution de la revue chrétienne *Croissance des jeunes Nations* devenue ensuite *Croissance-Le monde en développement*. Il décrit la tentation révolutionnaire de la gauche chrétienne et les rapports ambigus à l'égard du marxisme, le débat sur le rôle de l'État puis, à partir de 1968, le développement du discours sur la dépendance, le rôle dévolu à la paysannerie, avant la radicalisation des années 70 où s'affirment la lutte contre le capitalisme et la lutte des classes, les vertus du culturel comme terrain de lutte sociale avant la découverte des péchés totalitaires commis au Cambodge, en Chine, à un moindre degré en Algérie. A mesure que s'accroît la distance à l'égard du marxisme-léninisme, la priorité est donnée au culturel via l'idéologie des communautés dites de base. Les valeurs tiers-mondistes sont ébranlées dans les années 80 par les critiques néo-libérales qui alimenteront les attaques de la fondation Liberté sans Frontières. Le concept de dépendance et de pillage du tiers-monde est écarté au profit d'un pragmatisme apparent visant à réconcilier démocratie et développement, tradition et modernité. Droits de l'homme et universalisme planétaire s'imposent progressivement. L'ouvrage s'arrête à la fin des années 80. La revue militante modifie aujourd'hui sa présentation, se tourne vers un public plus large de voyageurs bien intentionnés (jeunes ou moins jeunes), curieux de la planète et pleins de bons sentiments pour coopérer à une œuvre de solidarité sans frontières. Les débats sur le rôle de l'État, la croissance économique, ont laissé place à des visites guidées où l'on apprend au lecteur à bien voyager, à "décorer son appartement tout en militant pour un autre développement" (*sic*), à parrainer un enfant, voire à l'adopter. Ce survol de trente années vise à évoquer une toile de fond et une évolution marquées par des engagements, des choix, des révisions déchirées et déchirantes auxquelles la revue *Croissance* a survécu. On peut ainsi mesurer une évolution continue qui invite à s'arrêter – rétrospectivement – sur certains éléments structurants de l'idéologie

tiers-mondiste et de la représentation du monde qu'elle a véhiculée. Cela permettra ultérieurement d'identifier les fragments abandonnés et les morceaux recyclés de cette idéologie à l'heure où le "forum global" des ONG à Rio se présente à la fois comme la fin d'une histoire et le début d'une autre, à moins qu'il ne s'agisse de la même.

L'idéologie tiers-mondiste débute par une analyse anti-impérialiste du pillage du tiers-monde durant la période néo-coloniale qui suit les indépendances nationales. Appuyées sur un déterminisme économique de type marxiste, les visions binaires centre / périphérie formulées par Samir Amin se situent dans cette tradition anti-impérialiste qui a produit quelques mythes révolutionnaires.

Ce sont les tiers-mondistes chrétiens qui pèseront le plus dans le développement du culturalisme tiers-mondiste. Celui-ci hypostasie les "communautés" locales pour en faire les messies du développement. Devenus des communautés idylliques et bibliques, ces groupes de pauvres, d'opprimés, de femmes, d'agriculteurs, sont conçus comme les agents de leur salut et du nôtre. Cette vision messianique, largement appuyée sur la théologie de la libération (les pauvres sauveront l'humanité) débouche sur une mystique libératrice du développement auto-centré, local et participatif. A l'État national fort et juste des anti-impérialistes s'oppose une progressive occultation de celui-ci lorsque des régimes politiques magnifiés révèlent les atrocités qui ont permis leur survie. Mieux vaut se tourner vers les citoyens de base, s'appuyer sur leur culture pour qu'elle porte le développement communautaire autogéré au lieu d'y faire obstacle.

Fanon ou Le Bret, marxistes ou chrétiens, les tiers-mondistes passent dans le collimateur de la fondation Liberté sans Frontières, émanation ultra-libérale de Médecins Sans Frontière en 1985. Dénonçant les simplifications abusives et les oppositions simplistes entre "ici" et "là-bas", riches / pauvres, dominants / dominés, de nombreuses publications paraissent pour traiter les tiers-mondistes de dogmatiques marxistes ou de masochistes chrétiens. Récusant toute analyse de la domination à l'échelle mondiale, les nouveaux idéologues néo-libéraux du développement se veulent pragmatiques, plus performants car désintoxiqués d'idéologies.

Ils récusent de fait la place faite à la participation des gens pour la remplacer par une technicité accrue et la confiance indéfectible que donne à ceux qui y croient l'universalité des droits de l'homme, quand bien même il faudrait supporter quelques égratignures à "la démocratie" dans les NPI (Corée, Taïwan, Thaïlande) considérés comme des modèles d'évolution du tiers-monde.

Le tiers-mondisme a subi ces attaques stoïquement mais il s'en est mal remis, d'autant que les changements politiques et idéologiques planétaires ont accumulé leurs effets. En outre une partie des critiques adressées étaient pertinentes. Hors des mutations qui ont suivi, elles auraient eu une vertu pédagogique... si le mur de Berlin ne s'était pas effondré, transformant en raz-de-marée une réévaluation qui n'a pu avoir lieu. Depuis, tiers-mondiste est presque devenu une injure dans certains milieux et le mensuel *Croissance* a décidé de noyer le poisson en qualifiant de tiers-mondistes tous ses lecteurs, c'est-à-dire tous ceux qui ont quelque curiosité à l'égard de leurs contemporains d'ailleurs ou de leurs voisins immigrés. Les derniers effets de cette véritable purge idéologique sont en voie de se terminer en Occident. Il faut en effet souligner que si l'idéologie tiers-mondiste est morte ou honteuse en France, cela est moins évident dans d'autres pays et certainement pas dans les pays du tiers-monde où, impérialistes ou pas, les rapports Nord-Sud sont radicalement contestés comme on l'a vu à Rio.

Les mutations idéologiques des ONG (1985-92)

« L'aide à la misère n'a pas pour objectif de supprimer la misère. La philanthropie est à la fois nécessaire et inutile (...). D'une part, l'action humanitaire ne peut être jugée sur ses résultats (...). La solidarité ne se discute plus mais sa valeur se mesure au nombre de personnes qu'elle parvient à mobiliser, plutôt qu'aux résultats qu'elle obtient (...) l'aide est fondamentale pour le donateur. »

Perrot, Rist, Sabelli, 1992, p.172.

La notion d'ONG s'est imposée à la fin des années 70 pour évoquer des structures associatives consacrées à des activités

de coopération pour le développement. Celles-ci existaient antérieurement mais elles sont apparues plus visibles à la suite du relatif échec des grands projets étatiques de développement et grâce à la couverture médiatique croissante dont elles ont été l'objet. Leur développement est inséparable de nouveaux flux financiers résultant de financements publics, de financements croissants de donateurs privés sensibles à la couverture médiatique des actions de terrain lors d'événements tels que la famine dans le Sahel ou de catastrophes naturelles ou politiques permettant de sensibiliser l'opinion publique et de mobiliser une petite partie des surplus des sociétés occidentales en période de croissance.

Perçus d'abord comme de jeunes aventuriers un peu bricoleurs, les militants des ONG tentaient à la fin des années 70 de mettre en place un développement "alternatif". La mode du développement endogène allait de pair avec la vogue des petits projets à la base ou des micro-réalisations qui ont permis le développement des ONG. D'où un certain paternalisme de la part des institutions et des experts pour ces acteurs nouveaux qui affirmaient que le développement local communautaire est possible avec des technologies appropriées, peu coûteuses et autogérables. Un certain nombre de succès localisés transforma ces réussites ponctuelles en modèle de développement alors que les grands barrages se fissuraient et coûtaient plus qu'ils ne produisaient. Aujourd'hui, les ONG reçoivent des financements non négligeables de la Banque mondiale, de l'Unicef, de l'UE et des ministères. Longtemps envisagés comme une variante des boy-scouts, les intervenants d'ONG sont désormais recrutés sur la base de qualifications sérieuses. Leur compétence professionnelle s'est largement développée, pour approcher souvent celle des "experts". C'est d'ailleurs l'un des effets des financements publics dont vivent beaucoup d'associations, qui exigent une technicité élevée, bien loin de l'improvisation sympathique des débuts du mouvement associatif et bien loin du militantisme initial. De multiples facteurs expliquent cette évolution qui suppose pour être intelligible de présenter une typologie sommaire, car sous le vocable d'ONG se présentent des organisations très diverses par leur taille, leur pouvoir, leurs formes d'intervention et de financement.

Les grandes associations tiers-mondistes historiques dites de développement ou de solidarité avec le tiers-monde survivent. Leurs difficultés financières par rapport à la période antérieure sont compensées par la qualité ou la détermination de leurs militants dont les engagements traversent les péripéties de l'histoire à court terme. La Cimade (protestante) ou le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD : budget 1991 de 189 millions de F), cibles favorites du *Figaro Magazine*, sont d'énormes associations ou fédérations dont les structures militantes internes sont suffisamment solides pour assurer la permanence des engagements. Voisine idéologiquement, mais petite par sa taille, une association comme Frères des Hommes, à la pointe des initiatives idéologiques dans les années 70, a été l'objet d'une OPA d'un groupe proche du parti socialiste ; l'association est en outre victime d'une crise financière grave et de règlements de comptes internes qui la fragilisent et rendent son avenir incertain. De grosses associations anglo saxonnes, allemandes et nordiques comme Oxfam, Care, Caritas, Misereor, sont en mesure de peser d'un poids important auprès des gouvernements. Lors des cyclones ou des inondations au Bangladesh, les responsables de ces organisations sont parfois reçus comme des ambassadeurs et influent de façon décisive sur les politiques mises en œuvre. Véritables groupes de pression planétaires, ces organisations fonctionnent comme d'énormes entreprises dirigées par des experts hautement qualifiés. A la fois organisations de développement, opérateurs de projets sur le terrain et organisations humanitaires distribuant de l'aide en cas de catastrophe politique ou naturelle, les ONG se divisent en organisations de développement ou de solidarité et ONG d'urgence.

Les ONG d'urgence sont des organisations qui s'engagent en cas de catastrophes pour assurer la survie des populations par des secours alimentaires, des soins médicaux. Les urgenciers se sont particulièrement développés en France autour de deux grosses associations, Médecins Sans Frontières (MSF) et Médecins Du Monde, qui monopolisent l'attention des médias et du public et éclipsent d'autres organisations plus discrètes. Les dépenses d'urgence représentaient déjà 25% des dépenses totales des ONG françaises en 1985, contre 50 % pour le développement.

Ce phénomène s'est développé au détriment des ONG dites de développement et de solidarité qui étaient pratiquement seules sur la scène avant le débarquement et le développement explosif et tapageur des urgenciers entre 1975 et 1985. Si les deux associations MSF et Médecins Du Monde se livrent une concurrence acharnée dans les médias, la première présente la face de centre droit d'une réalité dont la seconde est la face de centre gauche. Le Dr Kouchner (Médecins Du Monde) a remplacé le Dr Malhuret (MSF) au gouvernement, avant de devenir le ministre photogénique que l'on connaît.

Contrairement aux ONG de développement qui insistent sur l'autonomie des acteurs et la prise en charge des projets de développement durables par les intéressés, les urgenciers, qui ont forgé leurs outils dans des camps de réfugiés, insistent sur les prestations immédiates susceptibles de sauver des populations en danger, sans trop se préoccuper du lendemain. Ils sont parvenus en quelques années à rendre équivalentes pour l'opinion publique les catastrophes naturelles et les catastrophes politiques. C'est grâce à ces ONG d'urgence, ou plutôt à leurs porte-paroles, que le diagnostic de "totalitarisme" a assimilé celui-ci à une maladie biologique alors qu'il s'agit d'un phénomène social et politique. La culture médicale de ces associations en fait des producteurs de normes à travers leurs responsables, plus politisés que les troupes dont la culture sociopolitique est souvent extrêmement sommaire. On se souvient que le devoir d'ingérence s'est transformé en droit d'ingérence grâce au charme du bon Dr. Kouchner qui parle de "faisceaux de droit" à propos des ONG humanitaires (Bettati, Kouchner, 1987).

La distinction claire entre ONG de développement (long terme) et ONG d'urgence (court terme) oblige à préciser qu'en pratique la coupure n'est plus radicale. Le concept d'"humanitaire" est un label d'urgenciers utilisé parfois par les ONG de développement afin de demeurer comprises du grand public des donateurs potentiels. En effet, l'idéologie des droits de l'homme s'est constituée en vulgate humanitaire à un point tel qu'elle est devenue intouchable. Étrange démocratie que celle qui remplace les vieux tabous par d'autres... Il s'agit d'un phénomène social de construction du consensus pratiquement imparable. Du "bazar de la charité"

(Ch. Condamines) des années 85 au bazar humanitaire d'aujourd'hui, la continuité est totale. Seule la taille de l'entreprise s'est étendue puisqu'elle inclut dans ses succursales... l'ONU, depuis que cette organisation a reconnu le concept "d'humanitaire". Celui-ci a perdu, de fait, toute pertinence puisqu'on ne sait de quelle humanité il s'agit, de quels droits de l'homme on parle. Devenu le cache-sexe idéologique du néo-libéralisme, la notion d'humanitaire n'est plus utilisable, sauf pour produire le consensus implicite dont les ONG ont besoin pour émouvoir et recevoir des dons.

Les budgets très importants qui sont ceux des grosses associations amènent à évoquer la question de l'argent qui est à la source d'une profonde restructuration du milieu associatif. Un nouveau rapport aux donateurs et à l'argent s'est installé au début des années 80 en France. Là où les ONG de développement militantes des années 60-70 tenaient un discours structuré sur le développement qui emportait l'adhésion de membres ou provoquait un don sur le parvis de l'église (campagnes du CCFD), la pratique du marketing direct (made in USA) a introduit des mutations irréversibles des comportements, tant des associations que des citoyens donateurs. Ch. Condamines (1988) écrit : « Le don est un produit ; le donateur un client ; l'ONG une entreprise et la charité un marché ». Les nouvelles méthodes du *fund-raising* (collecte de fonds) ont profondément modifié le paysage associatif. « L'aide humanitaire au tiers-monde se vend bien. Comme les produits et les services, le franc philanthropique va selon les époques et les modes vers les handicapés, le troisième âge, l'enfance, le tiers-monde. » (Antoine Vaccaro, 1988).

Le mécénat et le sponsoring humanitaire mettent en œuvre des partenariats entre associations et entreprises (Evian, Citroën, UAP). L'épargne solidaire met en place des fonds communs de placements et SICAV... Nord-Sud à bénéfices partagés. Le marketing direct enfin utilise les *mailing* (lettres personnalisées), le téléphone ou la télématique pour vendre des produits humanitaires à des consommateurs de bonnes causes, passifs à l'inverse des militants de la précédente génération. Cette évolution remplace l'engagement par l'achat d'une part de bonne conscience sans sortir de chez soi. Elle permet une communication à sens unique avec le tiers-monde, à travers les images qui montrent les problèmes

sans en expliquer les causes et sans proposer de solutions durables autres qu'une assistance fondée sur l'émotion, au coup par coup. Si dans cette démarche les hommes du Sud ne sont que des figurants de scénarios catastrophistes, les citoyens donateurs ne sont pas mieux lotis. Ils sont considérés comme des poches d'émotion et d'argent, inaptes à comprendre et à participer durablement. « Ce qui permet à l'aide — même lorsqu'on la sait inutile — de continuer car elle donne au moins l'illusion que, même si rien ne change, tout semble pourtant devenu différent. "Qu'un seul homme souffre moins et le monde est devenu meilleur" pour citer le slogan d'une ONG », écrivent M.D. Perrot, G. Rist et F. Sabelli (1992).

Devenu un investissement moral pour nos sociétés grégaires, l'humanitaire est aussi un alibi et un enjeu politique. Comme l'a bien analysé J.-C. Ruffin et comme l'illustre le ministre Kouchner, l'humanitaire constitue un nouveau champ politique fondé sur des dénonciations de scandales sélectionnés selon les intérêts du moment. La petite Colombienne qui meurt à l'écran dans son carcan de boue invite à une régression obscène de la pensée. Elle institue le tiers-monde en spectacle pour l'Occident bienveillant ; celui-ci constitue l'universalité des droits de l'homme et la vulgate humanitaire en pensée univoque et unique de nos sociétés démocratiques.

L'offensive néo-libérale de 1985 a mis les ONG de développement en position défensive. Leurs donateurs privés sont moins nombreux car ils préfèrent donner pour des causes spectaculaires et en changer, plutôt qu'à des projets de développement destinés à endiguer une problématique baisse de la dépendance du Sud qui n'est pas télévisuelle. Les institutions publiques nationales (ministère de la Coopération et du Développement) ou internationales (Union Européenne, Banque mondiale, Unicef) ne pouvant se détourner du long terme prennent une place croissante dans le financement des ONG qui risquent de perdre leur indépendance et de devenir des bureaux d'étude au service de leurs commanditaires institutionnels, même si ceux-ci ne sont pas alignés sur les mêmes positions. Beaucoup de projets sont actuellement proposés par appels d'offres auprès des ONG qui deviennent ainsi des outils au service des États ou des institutions multilatérales. La dimension

associative des ONG connaît donc une crise probablement irréversible qui bénéficie au monothéisme idéologique ambiant et résulte de celui-ci.

L'idéologie du marché et de l'argent a profondément transformé le monde des ONG. Les ONG de développement tentent de s'adapter à ce nouveau contexte. Les ONG d'urgence, après avoir mis en œuvre une vigilance pseudo-universelle, font le droit et produisent la morale de nos concitoyens tétanisés dans leurs pantoufles devant leurs téléviseurs. A quoi bon aller voir, chercher. Les convois humanitaires y sont déjà et ils ont tout compris. Ils livrent même la solution (temporaire), clés en main. Le jour n'est plus loin où, après avoir mesuré leur taux de cholestérol, nos concitoyens paieront par prélèvement automatique leur redevance humanitaire auprès de telle ou telle ONG, peut-être à l'État si d'aventure le Dr. Kouchner devenait premier ministre.

La mutation des ONG dans les années 80 caractérisée, il paraît opportun d'élargir la réflexion pour analyser à plus long terme la place, la fonction des ONG à l'heure du village planétaire, de la conférence de Rio sur l'environnement et du forum global des ONG qui y a pris place.

La solidarité ritualisée par les ONG comme instauration de la rupture

« Les années soixante, avec Mc Luhan, ont vu naître le mythe de la proximité, du village planétaire et des médias. Le siècle va finir avec le retour de la vieille distinction près/loin. »

J.-C. Ruffin, 1991.

Les journalistes présents à Rio ont abusivement insisté sur le caractère "folklorique" du forum global des ONG. La tradition veut que les débats associatifs soient brouillons et spontanés à l'inverse d'une réunion d'experts supposés mesurés et sans passion. Le cliché ne peut dissimuler une relative ignorance de la professionnalisation rapide des ONG. Pour qui a pu assister à

des réunions préparatoires du sommet de Rio en France et dans des lieux aussi distingués que le Sénat, il paraît évident que les positions ont été longuement mûries, lissées, pour parvenir à un consensus, au-delà de vives luttes de pouvoir entre associations, exprimées plutôt plus civilement que lors des débats à l'Assemblée Nationale. Les responsables d'ONG ne sont donc plus des idéalistes folkloriques mais ils sont, pour la plupart, conscients des enjeux à un niveau qui dépasse les intérêts de leur boutique associative. Tous ces débats sont suivis de très près, lorsqu'ils ne sont pas organisés, par un ministère. Il en résulte que les ONG sont des acteurs idéologiques à part entière et que le tropicalisme brésilien a peut-être aveuglé plus d'un journaliste, nostalgique du gauchisme ou ancien anarchiste.

Il faut faire un sort à une idée aujourd'hui discutable et probablement périmée selon laquelle, et comme leur nom l'indique, les ONG s'opposent à l'État, que la société civile s'oppose à l'État et que les ONG sont l'émanation de la société civile. Personne n'ignore que l'entrée de représentants de la société civile au gouvernement transforme lesdits représentants en vrais ministres... sinon ils démissionnent très rapidement. Les ONG n'émanent plus, semble-t-il, de la société civile qu'elles invoquent car celle-ci disparaît dès lors que sont occultées toutes les contradictions sociales et que prévaut une seule idéologie de consentement au consensus, un seul modèle de développement, une seule humanité planétaire (société civile fictive), sans oublier ces fameux droits nécessairement universels et univoques. La notion de société civile a perdu toute signification dès lors que la production du consensus est si bien mise en œuvre qu'elle rend inutile toute forme de protestation trop radicale (cf. les agriculteurs face à... "la seule politique possible"). Lorsque le pragmatisme et la nécessité démocratique ceinturent le débat public, il n'y a plus de société civile possible car il n'est plus pensable de pouvoir dire non. Tout est devenu diaphane d'évidence, comme une société civile planétaire, imaginaire et unifiée. Ce phénomène s'articule avec la dépolitisation, vieille constante du discours français, qui prend forme néanmoins avec la croissance du vote écologique, nouvelle forme de conscience politique, et le recul des partis politiques traditionnels.

Les ONG et particulièrement les ONG médiatiques d'urgence ont pris une part active dans la régression du politique. Assommés d'images et de solutions miracles, les citoyens ont perdu l'habitude de la discussion. Sommés de s'émouvoir et de soutenir les croisades humanitaires, ils ont perdu l'habitude d'être consultés, d'être interrogés sérieusement puisque les sondages répondent à leur place. Le prêt-à-porter idéologique, avec ses valeurs humanitaires consensuelles portées par les ONG, a provoqué une régression de la responsabilité politique. La démocratie ne vaut que par la qualité des citoyens, pensait Tocqueville. Une formidable régression politique a été orchestrée par les ONG d'urgence. En endormant la réflexion des clients donateurs, on a tué les vertus du citoyen. Rony Brauman, président de MSF, n'en revient pas et doit rappeler "à l'antenne" qu'il faut "du politique" dans une société démocratique et qu'il fut militant maoïste... dans sa jeunesse. Apprentis sorciers d'un moment, ou de toujours, ces responsables d'ONG, en remplaçant l'engagement et la réflexion par des gadgets technologiques parachutés et par le marketing généralisé, ne peuvent sérieusement s'étonner d'avoir produit des clients qui sont des ectoplasmes.

Les ONG seront de plus en plus humanitaires car la loi du marché les y oblige pour survivre. Dans ce nouveau contexte, elles sont une pièce décisive dans la fabrication du consensus démocratique. Celui-ci ne peut être directement formulé par les États qui seraient qualifiés de totalitaires. Les ONG constituent donc un alibi démocratique de la plus grande nécessité pour les États, pour les organisations internationales, pour les multinationales, pour les partis politiques. L'idéologie des groupes de pression est trop corporatiste pour se passer de "messagers humanitaires" qui démocratisent leurs intérêts particuliers en intérêt général. C'est pourquoi les ONG humanitaires constituent une matrice idéologique essentielle de production du consensus à partir de valeurs sublimées, apolitiques, non confessionnelles, libres, bref démocratiques. Avec les ONG, machines à blanchir l'argent des multinationales grâce au mécénat, chacun trouve son compte dans ces échanges de symboles contre de l'argent. Le label humanitaire signale aujourd'hui aux consommateurs un bon produit, une bonne idée, une option souhaitable. Lorsque, dans quelques années, les

élections se dérouleront par minitel, ce label sera déterminant en invitant à appuyer sur la bonne touche de l'ordinateur. Ce bourrage d'urne, nouvelle manière, est pour demain. Dans *La mythologie programmée*, ouvrage riche d'intuitions, M.-D. Perrot, G. Rist et F. Sabelli démontent quelques rouages de la pensée post-moderne, en particulier le mythe de mère Thérèse. Ils notent : « Au moment où le doute envahit le champ du "développement", semé d'échecs plutôt que de succès, où le rêve d'une société devenue plus juste grâce aux changements de structures s'évanouit, la société dissimule son désarroi et se retrouve unanime autour de la morale d'urgence imposée par les médias qui ne cessent de montrer la charité en train de se faire... Enfin, ce ne sont plus les appartenances liées à la classe ou à la nation qui importent mais le sentiment de participer à une société civile mondiale où tous sont égaux en droit, ce qui oblige à faire passer le droit dans les faits, quitte à pratiquer le "devoir d'ingérence" au mépris des souverainetés nationales » (1992).

L'importance idéologique et mythique de l'amour de l'humanité établie, il convient de se pencher sur les nouveaux militants qui en sont les opérateurs. Le concept "d'aventure utile" du nom de la revue de la Guilde du Raid qui organise chaque année le forum des ONG à Agen, montre bien les ambiguïtés des nouveaux militants. En associant morale et action, il est possible d'unifier un champ, hier divisé entre les deux types d'ONG mentionnés, développement et urgence. Les dimensions d'aventure et d'utilité sont désormais premières. Être utile en éprouvant un frisson — qu'importe si celui-ci résulte du danger ou de l'exotisme des populations — tel est le principal attrait de l'action humanitaire dans les ONG pour les jeunes générations. La solidarité va de soi et, en quelque sorte, avec. Elle est réellement bien partagée. Ce n'est pas un choix mais une évidence morale. Le partage des mêmes valeurs consensuelles et universelles, l'expérience des mêmes aventures amènent les volontaires à éprouver un fort esprit de corps, particulièrement vif dans les ONG fonctionnant en équipes commandos telles que MSF. Mobilisés par l'idée de rendre des services à des populations démunies dans le besoin, les témoignages des membres d'ONG participent à la reproduction de la mythologie qui les a motivés. Avec Perrot, Rist et Sabelli, soulignons : « Voilà ce qui fait que le champ de la solidarité Nord-

Sud se présente comme un corps sans ossature, un corps qui vit uniquement grâce à l'esprit de corps. Voilà aussi pourquoi ce champ est porteur de programmes qu'aucun véritable "programmeur" n'a conçus mais qu'une mythologie, solidement enracinée dans les consciences individuelles, élabore, reproduit et légitime. » (1992).

La conférence de Rio a mis en scène les raisons d'États, face à un forum global d'ONG. Cette manifestation constitue un bon indicateur de l'état des forces en présence. Kermesse, Woodstock écologique, Disney Land associatif, les termes ne manquent pas pour caractériser le village global comme un *luna park* plein de scories et de gadgets. La première constatation qui s'impose est que l'écologie, en réintégrant la durée, a pris le relais de l'idéologie tiers-mondiste. Beaucoup d'ONG, se fondant sur une analyse néo-tiers-mondiste des rapports Nord-Sud, protestent contre le dernier acte de pillage du tiers-monde envisagé comme un dépôt d'ordures. Les liens avec la pauvreté et l'échange inégal sont affirmés. Le développement du mouvement associatif dans les pays du Sud fait de leurs ONG le nouveau fer de lance d'une protestation planétaire contre le nouvel ordre mondial. Les "urgenciers" français ne sont pas à Rio car ils n'ont rien à y dire. La santé de la planète, qui ne peut occulter les déséquilibres Nord-Sud, ne passe pas par le traitement médical ponctuel de quelques populations sinistrées ou réfugiées.

C'est tout le tiers-monde qui est sinistré et proclame que l'économie capitaliste mondiale n'est pas un agent d'intégration mais de désintégration. Entre les grosses entreprises associatives comme Green Peace et les petites associations venues du Bangladesh, il n'y a guère de points de vues communs et les stratégies sont différentes. Les positions écologiques des États du Sud, occupés à gérer la dette au jour le jour, ont été singulièrement enrichies et influencées par les associations nationales. L'avenir dira si la conférence de Rio a été une soupape destinée à mieux maîtriser ceux qui contestent les rapports Nord-Sud, ou s'il s'agit des prémisses d'une remise en ordre. Quel serait le poids à moyen terme d'un réseau de solidarité d'ONG parlant de développement et de termes de l'échange, de démographie, de pauvreté, d'éducation, c'est-à-dire élargissant une approche technocratique de l'écologie qui fait des pays pauvres des figurants dans le débat ?

Le rapport de Laurence Summers, destiné à la Banque mondiale, suggérait selon le *Courrier International* : « Soit dit entre nous, ne devrait-elle pas (la banque) encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays les moins avancés ? (...) la logique économique, qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles, est imparable ». Devant les protestations, la Banque n'a pas osé publier cette proposition. Est-ce à dire qu'elle n'est pas mise en œuvre ? Les ONG qui ont participé au Forum de Rio ont pris le risque de servir de monumental alibi, mais peut-on leur reprocher d'avoir profité de cette occasion médiatique pour se faire entendre, même un instant ? Leurs voix ont permis de compter ceux qui considèrent que des rapports Nord-Sud plus justes sont indispensables pour maîtriser les risques écologiques. De quels pouvoirs disposent ces associations pauvres de pays pauvres pour influencer les citoyens des États riches et les programmes télévisés des bien-pensants occidentaux ? Une lutte d'influence inexorable se poursuit entre les ONG qui contestent et alertent et celles qui réconfortent les donateurs et accessoirement les malades. A l'aune des capitaux, le combat est inégal et peut-être allons-nous vers un monde associatif bipolaire, avec des ONG occidentales riches (et un peu impérialistes) et des ONG du Sud pauvres dont les discours divergeraient progressivement, les premières parlant de solidarité et d'intérêt, les secondes de nécessités. Le tiers-monde dont parlent les ONG occidentales n'est-il déjà pas le même que celui où travaillent les ONG du Sud, souvent avec l'argent du Nord ?

Le pillage à grande échelle fait bon ménage, pour l'heure, avec le sauvetage à petite échelle qui donne bonne conscience à l'Occident. En partageant l'illusion de participer à une société civile mondiale où tous les sujets de l'histoire ont disparu parce qu'unifiés et réifiés, les populations occidentales affirment, comme dans la chanson, "*We are the world*" (Nous sommes le monde). Cette fiction cache une mise à distance progressive du Sud, lieu de tous les périls : démographique, sanitaire, écologique, naturel, politique. Les immigrés, avant-garde du tiers-monde, sont de plus en plus inquiétants et indésirables. Les réfugiés politiques sont devenus suspects et on préfère les soigner dans des camps de réfugiés. Dans son ouvrage *L'Empire et les nouveaux barbares*

(1991), J.- C. Ruffin affirme : « Jamais l'historicité des sociétés du tiers-monde n'a été plus niée que ces quinze dernières années » (p. 104). Il poursuit : « Le Sud est en train de quitter le champ de l'histoire universelle que le Nord a emporté avec lui dans sa retraite... Tant qu'à se savoir finie, notre civilisation préfère qu'on la limite dans l'espace plutôt que dans le temps » (p. 139-140). Selon l'auteur, nous assistons à une mise à l'écart du Sud par le Nord qui se protège de la barbarie, comme dans la Rome antique les frontières de l'Empire marquaient les limites de la civilisation. Cette analyse appelle quelques réserves mais pose de bonnes questions en obligeant à se demander si l'intégration mondiale factice ne constitue pas une nouvelle forme d'exclusion radicale. L'hémisphère Sud est appelé à devenir un vaste camp de réfugiés ou même un ghetto, tenu à distance par des États tampons (exemple la Turquie) qui protégeraient le Nord contre les nouveaux barbares qui constituent un danger permanent d'explosion sociale, religieuse, politique. J.-C. Ruffin précise : « Derrière le voile humanitaire dont le Nord enveloppe sa supposée vertu, nous assistons sans doute à une prodigieuse montée du cynisme politique (...) tout ce qui est inacceptable au Nord, le recours à la force, la contrainte totalitaire, le malthusianisme violent, l'anomie meurtrière, devient au-delà du limes le moyen légitime de contenir des masses du Sud, donc de protéger la civilisation (...) Sous les oripeaux du droit humanitaire, les sociétés occidentales sont en train de se fermer à l'autre hémisphère. »

Fuyant la mort individuelle, comme la mort collective, nos contemporains, prospères et vieillissants, veulent simplement durer le plus possible, vivre en paix et en sécurité, entre soi. Cet "apartheid mondial", selon Ruffin, met en place de vastes camps où pourront se développer les actions humanitaires, alibis de l'exclusion planétaire dont elles sont l'accessoire et le décor. Ce renoncement à la justice pour obtenir la sécurité constitue le changement idéologique majeur de notre temps. La "fin des utopies" est une autre formulation de la même évidence. Elle autorise des guerres punitives aux frontières de l'Occident. Hors de ces crises, les ONG seront devenues progressivement de plus en plus humanitaires et de moins en moins tournées vers le développement, à mesure que celui-ci cessera d'être un projet viable

et pertinent. Comme des *peace corps* devenus gardiens d'un immense camp de réfugiés, ces ONG se verront confier la tâche de surveiller la tension politique dans ces sociétés déstructurées et marginalisées du Sud. Gardiennes d'un ghetto de barbares, elles maintiendront la population en état de survie temporaire pour éviter de trop brutales explosions ou des déferlements susceptibles de troubler la sécurité du Nord. D'Afrique et d'ailleurs nous arrivent désormais des images de populations affamées, se traînant sur les routes avec leurs baluchons, fuyant des massacres. Tranquillisons-nous. Ceux-là ne parviendront jamais dans l'Hexagone et n'accapareront pas un emploi, même de ramasseur d'ordures ménagères. Des camps les attendent près des frontières où, pour les plus chanceux, ils seront entretenus en vie, nourris, sans espoir de se réinsérer dans une société. Le "village planétaire" ne serait-il alors qu'une vaste fiction destinée à endormir la vigilance des citoyens ? Dans ce village, comme dans les villes les plus violentes du monde (Lagos, New York), existent des quartiers de riches et des quartiers de pauvres. Se réservant l'usage de la force armée, les États ne trouveront-ils pas dans les ONG les meilleures gardiennes possibles — en période de paix — de ces aires de désolation où le développement ou le sous-développement, on ne sait plus, a brisé des sociétés entières et les a jetées sur les routes ou dans des bidonvilles, c'est-à-dire aux marges de l'humanité ?

De développement ou d'urgence d'une part, non gouvernementales, de solidarité, humanitaires d'autre part, les associations désignées par ces qualificatifs partagent ensemble des labels idéologiquement ambigus et parfois confus sur lesquels on a essayé de projeter une certaine lumière critique. Supposées émaner d'une société civile précise et spécifique, elles nous parlent d'un monde meilleur, situé dans une humanité délocalisée et dépossédée de ses identités antérieures, de ses inscriptions territoriales, de ses cultures, toutes pulvérisées par le postulat de l'universalité des droits de l'homme. L'outil de domination le plus accompli dont dispose aujourd'hui l'Occident impérial, après l'esclavage, le colonialisme, l'idéologie du développement, est l'idéologie des droits de l'homme.

L'utopie pseudo-bucolique du village planétaire révèle surtout qu'elle constitue l'emballage de l'idéologie néo-libérale parvenue

(peut-être) à son apogée et qui fait de l'argent l'unique instrument de mesure des valeurs et érige le marché en champ unique de production de ces valeurs. Dans ce monde (ou économie-monde) trois acteurs idéologiques sont sur la scène comme au théâtre de Rio : les États (avec les forts et les faibles, les riches et les pauvres), les "Communautés", nouvelles sociétés civiles délocalisées garantes du label démocratique, et "la Planète" dont on parle en faisant semblant d'ignorer que la planète de Washington, celle de Tokyo, celle de Bruxelles, celle de Pékin, celle de Lagos, celle de Manille, celle de Belgrade, ne sont pas les mêmes planètes pour une large part.

Cette société civile planétaire, communautaire et démocratique, se construit sur l'absence de sociétés civiles. Il n'y a pas de sociétés (au pluriel) sans frontières, pas plus qu'il n'y a de sociétés civiles sans des territoires où s'inscrit la pertinence de leurs discours. Cette société unifiée fictive, accessoire nécessaire du marché mondial, a besoin des ONG de la même façon que les États afin de rendre démocratiques, donc comestibles pour les citoyens consommateurs, les "nécessités économiques" articulées aux "nécessités humanitaires". Instrument majeur de l'intégration idéologique mondiale en cours, les ONG opèrent une médiation indispensable entre les pouvoirs économiques, les pouvoirs étatiques dominants et les nouvelles formes de pillage du tiers-monde réalisées au nom de l'économie de marché. Le consensus produit par les ONG est indispensable dans ce contexte, tout comme leur fonction d'alibi démocratique. Il transforme la brutalité des rapports de force d'une injustice radicale en exercice pédagogique paternaliste et bienveillant à l'égard du Sud. Ces ONG, qui parlent au nom de sociétés civiles spécifiques en voie de disparition, rendent pensable et miraculeusement réalisé le village planétaire néo-libéral « Si tous les gars du monde voulaient se donner la main », les multinationales réaliseraient de meilleures performances, comme ne le dit pas la chanson. Si l'écologie recycle certaines scories idéologiques du tiers-mondisme, cette dimension contestataire et alternative — deux termes devenus désuets à l'heure planétaire — n'est qu'une fiction nécessaire pour piéger l'opinion naïve des partisans de la démocratie, c'est-à-dire tout le monde et personne.

Ainsi le SAMU mondial concocté par l'ONU sera chargé de la santé biologique et surtout politique des populations, tout comme de la santé de la planète. Les visions d'Orwell apparaissent singulièrement peu utopiques, dépassées même, face à l'utopie planétaire qui avance masquée sous les oripeaux de l'évidence, du pragmatisme, de la rationalité, de la transparence informatique du monde virtuel. Le démocratisme, cette idéologie dévoyée qui tient lieu désormais de pensée démocratique, a trouvé dans les ONG ses vrais agents et ses serviteurs fidèles, peu coûteux et abusés volontaires. Énorme paradoxe de notre époque que celui qui consiste à occulter avec tant de facilité l'évidence historique et humaniste que le pluralisme, c'est la diversité localisée et que le totalitarisme démocratique dans lequel nous sommes entrés n'est qu'une démagogie abstraite et une escroquerie planétaire au service du mythe du marché.

Les ONG partenaires scientifiques ? *

Vingt ans d'évolution de la coopération non gouvernementale pour le développement

La coopération internationale dans le domaine du développement a connu des changements récents et rapides liés à l'évolution des idéologies qui a sensiblement remodelé les représentations des rapports Nord-Sud. Dans ce contexte, les ONG ont acquis une place importante dont il convient de brosser l'évolution historique avant d'aborder ensuite l'intérêt et les limites du partenariat avec les ONG dans le cadre de la cogestion du "village planétaire" dans laquelle les ONG, comme la recherche, prennent leur place qu'il faut préciser, comparer, distinguer.

Le tiers-mondisme se présente comme le berceau idéologique des ONG. C'est dans ce contexte de décolonisation et de néo-colonisation que s'est constitué le tissu associatif. Les grandes ONG des années 60-70 y trouvent leurs racines. C'est pourquoi on abordera tout d'abord l'idéologie tiers-mondiste, certes historiquement périmée mais qui demeure une référence obligée, un capital de représentations concernant l'hémisphère Sud déterminant pour comprendre les évolutions contemporaines. On s'attachera ensuite à caractériser l'âge humanitaire qui s'érige sur les ruines du tiers-mondisme depuis 1985, en soulignant l'importance de l'idéologie des droits de l'homme et celle du devoir, puis du droit d'ingérence humanitaire qu'on voit à l'œuvre, entre autres, en Somalie et au Rwanda, au grand dam de la plupart des ONG.

* Paru dans *La science hors d'Occident. Les sciences coloniales. Figures et institutions*. Petitjean - ORSTOM, Paris, 1996.

Une dernière partie abordera les conditions et les limites du partenariat entre la recherche et les ONG. S'agit-il de deux mondes clos et hétérogènes, quelles sont les complémentarités existantes, les bénéfices pour le développement ? On conclura en relativisant la notion de développement telle qu'on l'entendait dans les années 60 et en nous interrogeant sur le difficile passage de la connaissance à l'action.

Le tiers-mondisme, berceau idéologique des ONG

Le tiers-mondisme se fonde sur un mythe, un style de coopération internationale solidaire. Le mythe central du tiers-mondisme s'érige autour de la figure du tiers-monde comme acteur messianique de l'histoire car démuné et opprimé. C'est sur ce noyau idéologique, bien représenté par les écrits de F. Fanon (cf. *Les damnés de la terre*), que se constitue le militantisme associatif des années 60-70. L'État national émancipé du colonialisme est le vecteur admis de l'émancipation du Sud et de son développement. Malgré des nuances sur le rôle de l'État national, marxistes et chrétiens partagent ce credo "progressiste" et se rejoignent dans une solidarité internationaliste pour les uns, chrétienne pour les autres. Au nom de cette fraternité planétaire, ils luttent ensemble contre l'exploitation capitaliste et coloniale. De la conférence des non-alignés à Bandoung à la guerre du Vietnam, en passant par celle d'Algérie, les diverses composantes de ces mouvements trouvent dans la société civile des troupes partageant un même humanisme contre les injustices sociales et l'échange inégal entre les nations analysé par S. Amin ou A. Gunder Frank. Le "pillage du tiers-monde" est une formule type de cette critique idéologique.

Le style de cette coopération internationale se veut solidaire, volontiers millénariste et se fonde sur des témoignages et dénonciations. Cette coopération est en outre participative dans la mesure où elle tend à mettre en rapport des minorités issues des sociétés civiles du Nord avec des minorités du Sud, en vue de les transformer en majorité de progrès. C'est dans ce contexte que le concept de partenariat, aujourd'hui banalisé, a trouvé les bases de

son succès. Partage pour les chrétiens, justice et égalité pour les marxistes, chacun peut communier à la même table idéologique.

Une volonté de développement à long terme et de "développement humain" (terme aujourd'hui repris par les organisations internationales !) est partagée par tous ces militants qui acceptent un État fort (entendre un peu ... autoritaire) dès lors qu'il travaillerait pour les plus défavorisés. Les militants tiers-mondistes se recrutent au-delà des syndicats ou des partis, dans les universités, les associations paroissiales. La qualité des relations interpersonnelles est aussi importante que les résultats. Ces petits groupes signalent des rapports entre communautés (ici et là-bas, selon un concept typique). Il est logique dès lors d'être favorable à une vision communautaire du développement, particulièrement pour les chrétiens. Les grandes ONG mettant en œuvre ce type de coopération sont en majorité chrétiennes : CCFD (catholique), Cimade (protestant), Terre des Hommes, Frères des Hommes. Qu'ils croient au ciel ou qu'ils n'y croient pas, tous ces militants partagent en commun l'exigence d'un monde plus juste et plus solidaire où la reconnaissance de la dignité des pauvres (ou opprimés) constitue la principale valeur des rapports, mieux son sens. C'est cet humanisme profondément idéaliste qui ferait de l'homme blanc occidental le plus grand pécheur de la planète que l'âge humanitaire va mettre bas au milieu des années 89. Le renversement de perspective tend à faire aujourd'hui de l'homme occidental le plus grand gendarme de la planète.

De l'ingérence au village global : l'âge humanitaire

Le marketing direct auprès des donateurs a été inauguré en France par des associations d'urgence (MSF, Médecins Du Monde, AICF) qui ont "vendu" au public les images misérabilistes des grandes catastrophes naturelles ou politiques. C'est ainsi qu'est né le "*Charity business*" (Kouchner) ou "bazar de la charité" (Condamines), c'est-à-dire ce marché des bons sentiments qui, en popularisant ceux-ci, a mis un terme au tiers-mondisme et au

militantisme antérieur, au profit d'un humanitarisme "sans frontière". L'essai de P. Bruckner *Les sanglots de l'homme blanc* est symptomatique de ce retournement qui tend à installer un pragmatisme sans culpabilité face au sous-développement, en fait à remplacer le tiers-mondisme dominant par une approche néo-libérale, aux présupposés moins voyants que le militantisme antérieur.

La fondation "Liberté sans frontière", émanation de MSF, sera l'outil qui mettra un terme à l'hégémonie tiers-mondiste, dont le credo est attaqué de front par ce mouvement anti-marxiste et néo-libéral. Jusqu'à la fin des années 80, cet anti-tiers-mondiste, appuyé sur une lecture universaliste des droits de l'homme, prônera les recettes du néo-libéralisme économique et un anti-étatisme affirmé. Approche télévisuelle, catastrophiste et émotionnelle du sous-développement, pragmatisme technique et critique des insuffisances des États de l'hémisphère Sud, expliquent largement le succès médiatique et financier de MSF ou de Médecins Du Monde. Celui-ci est tel que chacune de ces associations a donné un ministre à l'État. Il en est résulté un recul de l'anti-étatisme antérieur de ces organisations.

Ce succès populaire et les avatars de la coopération bilatérale étatique dans de nombreux États du Sud font des ONG des interlocuteurs de plus en plus qualifiés pour les pouvoirs publics qui trouvent dans les associations des relais relativement peu coûteux, parfois plus efficaces. Une part croissante des actions de développement leur est concédée. Aujourd'hui, de nombreuses ONG sont financées par l'Union Européenne ou les coopérations bilatérales française, britannique (ODA), allemande (GTZ), suédoise (SIDA), danoise (DANIDA) ou norvégienne (NORAD).

Antérieurement divisées en ONG de développement (ex-tiers-mondistes) et ONG d'urgence (marketing et catastrophes), cette distinction a éclaté avec le boom du marché humanitaire. Si les associations du premier type (exemple CCFD) se présentent comme des organisations de solidarité, elles ont été contraintes de développer un discours médiatique humanitaire au risque de disparaître. Le qualificatif "humanitaire" est désormais un label un peu confus qui recouvre les famines, les catastrophes politiques aussi bien que les projets de développement. La place accordée

aux "communautés locales", un moment contestée, est une valeur en hausse. Elle est désormais moins subversive depuis que le "droit d'ingérence humanitaire" a été reconnu par l'ONU. Cette notion de droit d'ingérence déclenche actuellement, et avec beaucoup de retard, un débat sur sa portée et ses limites. Il aura fallu pour cela les expériences de Somalie, de Yougoslavie et du Rwanda qui amènent à s'interroger sur l'humanitaire d'État et l'humanitaire militaire. Au début des années 90, B. Kouchner est parvenu à imposer avec une étonnante facilité le concept de devoir d'ingérence, transformé immédiatement en droit d'ingérence. Ce droit d'accès aux victimes se met en œuvre d'une manière fondamentalement politique qui a peu à voir avec les bons sentiments des shows télévisés.

Il apparaît aujourd'hui que le concept d'humanitaire a acquis une importance économique et politique majeure par les flux financiers en jeu et l'intervention du critère humanitaire en droit et en politique internationale et nationale. Le développement en tant que projet est devenu le parent pauvre des débats. Il semble que tout se passe comme si le statut des pays du Sud était en train de subir une profonde mutation, orchestrée par l'humanitarisme. Les États du Sud, et les plus pauvres d'entre eux, sont les grands perdants dans cette évolution. Pour l'opinion occidentale, ils apparaissent fautifs sur le double terrain du développement et de la démocratie. Quant à la population du Sud, il semble que les citoyens du Nord aiment l'aider à distance autant qu'ils craignent son immigration. Les clichés réducteurs pèsent lors des élections, bien qu'ils soient pauvres ou inexacts. L'urgence catastrophique a ainsi laminé en moins de dix ans les idéologies du développement auto-centré des années 70. Les interventions "post-néocoloniales" se font au nom du droit d'ingérence humanitaire qui signale à l'évidence une domination politique d'un type nouveau dont les ONG sont, de gré ou de force, un maillon essentiel.

Il faut préciser que notre propos porte ici essentiellement sur les ONG occidentales. En Afrique, des ONG locales sont soutenues par les ONG des pays riches. En Asie et en particulier dans le sous-continent indien, un fort courant d'ONG locales entretient un esprit revendicatif puissant, alternatif, dans une

grande indépendance idéologique. Elles sont souvent en concurrence avec les ONG occidentales, pour savoir qui parle authentiquement au nom des "communautés opprimées" et des pauvres. A ce titre, elles poursuivent le combat tiers-mondiste abandonné en Occident, tout en revendiquant leur part des financements internationaux.

Après plusieurs décennies de relatifs échecs du développement, les questions des droits de l'homme et du sauvetage des populations sinistrées occupent le devant de la scène. Les ONG sont exposées à gérer le "village global", au besoin avec l'aide d'armées amenées en particulier à garder dans des camps des populations candidates à toutes les immigrations. C'est un fait important et l'on peut se demander, dans ce contexte, à quelles conditions et dans quelles limites, les ONG constituent des partenaires adéquats pour la recherche scientifique dans et sur les pays en développement.

Les ONG partenaires de la recherche scientifique ?

Plusieurs évidences obligent à se poser la question du partenariat entre recherche et ONG. Ces dernières sont devenues des acteurs majeurs du développement, quand bien même celui-ci serait de plus en plus présenté comme une catastrophe permanente. De nombreuses ONG ont appris sur le terrain que le sauvetage temporaire ne constitue pas une réponse durable mais repousse les échéances inéluctables. Elles ont appris aussi que la gestion d'un camp de réfugiés apprend peu sur les conditions d'une vie décente dans une société avec ses normes, ses aspirations et ses valeurs. C'est pourquoi la nécessité du développement durable est aujourd'hui bien ressentie par les urgenciers d'hier, malgré le goût des donateurs pour les causes spectaculaires à épisodes. On peut donc affirmer qu'au-delà de la mise en scène médiatique des "politiques de la pitié", selon l'expression d'Hannah Arendt, toute une génération d'acteurs associatifs possède aujourd'hui une meilleure connaissance des réalités du terrain des pays en développement. La compétence technique de ces acteurs et coopérants associatifs s'est singulièrement développée. Les préjugés idéologiques, le

militantisme, ont fait place à des approches plus techniques qui se veulent plus pragmatiques. Cette évolution des ONG rend possible un dialogue avec les chercheurs, hier rebutés ou inquiets face aux langues de bois de différents bords. Toutefois, l'évolution du profil des ONG dans les années 90 montre qu'elles sont devenues des acteurs politiques, quand bien même elles le refusent. En remplaçant progressivement les coopérations bilatérales, en participant à des programmes sur financements internationaux, les ONG sont devenues souvent des prestataires de service, appareils performants et complexes exposés aux risques bureaucratiques et technocratiques. Les organisations qui visent à mettre en œuvre des solutions alternatives au monopole de la Banque mondiale par exemple sont confrontées à des difficultés de ressources. Là aussi fonctionnent les lois d'airain du marché, unificatrices et monolithiques.

L'humanitaire lui-même n'est-il pas devenu, à travers l'idéologie des droits de l'homme, la principale source d'unification du monde "global", avec l'économie de marché ? Plus performants qu'hier, plus qualifiés, les acteurs des ONG sont de plus en plus fréquemment des experts ou consultants qui passent sans difficultés de périodes associatives à des activités de consultance internationale. On sait que le profil des consultants provoque certaines réserves chez les chercheurs, du moins en France, ce qui peut rendre la collaboration difficile. En effet, l'existence d'une recherche publique française, dotée d'un statut stable, éloigne de nombreux chercheurs français de la chasse aux contrats qui, pour le meilleur et pour le pire, est une nécessité pour nos collègues des pays anglo-saxons, en particulier britanniques. Les ONG, elles, connaissent bien la course aux financements des projets puisqu'il s'agit d'une part centrale de leurs activités.

La coopération de substitution, hier réservée à des coopérants bilatéraux, voit aujourd'hui des ONG qui héritent, par exemple, de la gestion de vastes régions sanitaires dans leur totalité (Tchad). Une part croissante des fonctions, hier dévolues aux États, passe dans des pays en crise à des ONG qui se substituent ainsi aux pouvoirs publics ou remplissent leurs fonctions par délégation. Face à de telles situations les chercheurs ne peuvent guère se prévaloir d'un pouvoir de la connaissance, très fragile dans le

domaine du développement où, vu les systèmes de financement internationaux, la décision et l'action priment très souvent sur la connaissance. Il est frappant, à cet égard, de constater que les sciences sociales du développement sont face à un choix élémentaire : soit elles produisent un discours critique sur les erreurs de stratégies passées et présentes, soit elles tiennent un discours technocratique épousant les postulats dominants formulés par les institutions multilatérales. Cette situation amène les chercheurs à opérer un choix nécessairement trop radical. En participant à des programmes de développement, y compris avec des ONG, ils s'exposent à voir leurs travaux sous-estimés par leurs commissions d'évaluation. En restant à distance, les mains propres, du développement trivial, ils s'enferment dans une tour d'ivoire académique, qui n'est vivable que lorsqu'une recherche publique leur garantit un statut, mais avec de moins en moins de moyens. La diminution des soutiens financiers aux programmes est ainsi préoccupante en France. Elle isole les chercheurs tout en les invitant à s'intégrer aux dispositifs internationaux. En contrepartie de moyens suffisants, les chercheurs pourraient être en mesure, avec des incitations adéquates, de collaborer concrètement avec d'autres qu'eux-mêmes, à commencer par les ONG. Ces remarques valent pour la France.

Les chercheurs sont profondément méfiants du pouvoir et des pouvoirs, au nom d'une éthique de la recherche plus ou moins justifiée selon les domaines de recherche. La recherche sur le développement ne fait pas recette dans les médias. Les ONG disposent, pour leur part, d'un pouvoir important grâce au support dont elles bénéficient dans la population et de leur familiarité avec les rouages étatiques ou internationaux. Leur anti-étatisme a reculé, bien que la méfiance à l'égard des manipulations politiques demeure après la Somalie et le Rwanda. Leur capacité à utiliser les médias tranche avec la mollesse des politiques d'informations scientifique et technique dont l'impact est limité, sauf dans le domaine de la biologie et du SIDA dont les populations sont friandes. La capacité des ONG pour informer l'opinion mondiale, via les médias, à partir des villages reculés de la planète et en court-circuitant les États locaux, est remarquable. Ce pouvoir demeure néanmoins un pouvoir de groupe de pression. Les contraintes

internationales, locales, militaires, politiques, échappent à leur contrôle. L'impact sur l'opinion ne neutralise pas totalement la dépendance vis-à-vis des financeurs.

Si la compétence accrue des ONG et l'effacement relatif des États se présentent comme une condition de dialogue positive avec les chercheurs, les ambiguïtés et les manipulations idéologiques dont les ONG sont l'objet demeurent un obstacle sérieux pour une collaboration efficace. Celle-ci est pourtant une nécessité bien perçue par les deux parties qui savent que l'accès au terrain et la complexité des problèmes requièrent toutes les compétences. La nature des problèmes de développement exige une prise en compte sérieuse, en amont et en aval, où les chercheurs sont en mesure d'apporter des connaissances fondées sur une longue expérience, sans préjugés. Cela suppose une temporalité qui n'est pas celle de toutes les ONG, dont on peut regretter que certaines se contentent de "scoop" et confinent leur stratégie à celle des médias. D'autres sont prêtes à cette collaboration inévitable. Elles formulent des demandes de recherche, de connaissance du milieu où elles opèrent, conscientes de leurs lacunes. Les projets des ONG constituent donc un terrain incontournable pour la recherche sur le développement qui y trouve les questions essentielles qu'elle affronte, la possibilité d'expérimenter des solutions et méthodes et de se pencher sur l'adéquation de ces moyens aux conditions locales. Une telle collaboration ne peut, en outre, qu'améliorer l'efficacité de celles parmi les ONG qui se consacrent à la mise en œuvre de solutions durables de développement.

De la connaissance à l'action

De la connaissance à l'action il n'y a qu'un pas qui est rarement franchi, tant les modalités de fonctionnement de la recherche (au moins de la recherche publique en France) et des ONG sont différentes. Organisations à visées opérationnelles, les ONG ont nécessairement une vision du développement où la logistique, c'est-à-dire les moyens d'intervention, a un rôle déterminant. Dans une perspective de recherche, la maîtrise et la compréhension

des processus et des conditions de l'action tiennent une grande part. De cette différence d'approche naît une évidente complémentarité qu'il convient de mettre en œuvre. Les ONG sont, pour beaucoup d'entre elles, prêtes à une collaboration. Celle-ci est néanmoins souvent conçue, du point de vue des chercheurs, comme sommairement utilitariste et instrumentale. La recherche fournirait des outils qui ne remettraient pas en question l'approche des intervenants. Les chercheurs manifestent une certaine réticence dans la mesure où les biais idéologiques qui pèsent sur les ONG et leur impact politique ne seraient pas totalement compatibles avec une certaine éthique de la recherche scientifique. Ces réserves évoluent lentement mais le nombre de programmes de recherche réalisés en collaboration avec des ONG est peu élevé, bien que de nombreux projets de développement d'ONG disposent de volets de recherches. Ces recherches ne sont pas toujours conformes aux canons académiques mais ce sont des expériences qu'il est facile de capitaliser, en agronomie ou en santé publique. Reste la nécessité d'une plus grande ouverture des chercheurs dans cette direction, tout comme la nécessaire maîtrise des préjugés, des dérives idéologiques auxquels sont exposées les ONG. De leur côté, celles-ci sont à la fois attirées par la science et dépitées par sa gestion académique, peu concernée par les perspectives opérationnelles rapides qui sont celles des associations d'intervention.

Dans les années 85, en vue de réaliser des expériences locales, le responsable d'une ONG du Bangladesh de renommée internationale écrivit à un chercheur de grande qualité, spécialisé dans le domaine de l'agronomie. A ce jour, il n'a reçu aucune réponse. Au-delà des discours de circonstance, une volonté d'ouverture plus manifeste de la part des chercheurs, ce qui suppose des incitations, une plus grande maturité idéologique des ONG à l'égard de la réalité des pays du Sud, telles semblent être les principales conditions pour un meilleur partenariat scientifique entre chercheurs et ONG. Il suppose un enrichissement réciproque et non un appauvrissement, de même qu'une redéfinition, en commun, du développement aujourd'hui.

En effet, après plusieurs décennies de tentatives de développement, ce concept a perdu une partie de sa signification et il

devient de plus en plus clair que le développement entendu au Nord n'est pas le développement compris au Sud. Entre la gestion macro-économique de la planète et les aspirations des habitants urbains et ruraux du Sud, le dialogue de sourds ne saurait se prolonger trop longtemps. Les ONG sont au cœur de ce vrai enjeu et la recherche sur le développement serait bien inspirée d'y trouver sa place.

Le rôle des ONG dans le développement est un sujet qui a suscité de nombreuses discussions et débats. Ces dernières années, le rôle des ONG a été de plus en plus reconnu et valorisé. Elles jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre de projets de développement, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de l'environnement. Les ONG sont souvent plus proches des communautés cibles et peuvent donc adapter leurs interventions aux besoins locaux. Elles jouent également un rôle important dans la promotion de la démocratie et de la participation citoyenne. Cependant, le rôle des ONG est également critiqué pour certains aspects, notamment leur manque de transparence et leur dépendance aux financements extérieurs. Il est donc essentiel de continuer à évaluer et à améliorer leur impact et leur efficacité.

Il est important de noter que le rôle des ONG a évolué au fil du temps. Dans les années 1970, elles étaient principalement axées sur l'aide humanitaire et le développement social. Depuis les années 1980, elles ont commencé à s'engager davantage dans des domaines tels que l'économie et l'environnement. Cette évolution reflète les changements dans les attentes des donateurs et des bénéficiaires. Les ONG sont aujourd'hui considérées comme des acteurs clés du développement durable. Elles jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Organisation des Nations Unies. Leur capacité à mobiliser des ressources et à innover dans les approches de développement est une de leurs forces majeures.

En conclusion, le rôle des ONG dans le développement est complexe et multidimensionnel. Elles jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de projets de développement et dans la promotion de la démocratie et de la participation citoyenne. Cependant, leur rôle est également critiqué pour certains aspects, notamment leur manque de transparence et leur dépendance aux financements extérieurs. Il est donc essentiel de continuer à évaluer et à améliorer leur impact et leur efficacité.